

Réflexions sur LA DOCTRINE par référence à L'HISTOIRE

LA Confédération Française des Travailleurs Chrétiens se targue à bon droit de ne pas être une Organisation confessionnelle. En dépit des principes dont elle se réclame, elle revendique en effet une totale indépendance à l'égard des autorités ecclésiastiques des diverses confessions chrétiennes et entend, abstraction faite de toutes directives étrangères, mener à bien sa politique par les méthodes qui lui sont propres. Il semble que le public, si l'on tient pour négligeable l'opinion de quelques sectaires bornés, accepte le bien-fondé de cette déclaration. Cependant, en général, on admet que l'appartenance à la C.F.T.C. et la qualité de catholique pratiquant sont dans une certaine mesure complémentaires ; à tout le moins il en serait ainsi, si l'on s'en tient aux militants exerçant une fonction de responsabilité syndicale.

Il est bon, une fois de plus, d'opposer à cette opinion un démenti. En Afrique française par exemple, au cours

par **J. Escher-Desrivières**

Président de la F. F. S. I. C.

de ces dernières années, le Syndicalisme chrétien a été solidement implanté par quelques militants de la C.F.T.C. et notamment par Gérard ESPERET. Les Syndicats chrétiens d'Afrique, cependant, groupent, aux côtés d'hommes de race blanche, une majorité de militants autochtones parmi lesquels on compte, certes, des catholiques, mais aussi des musulmans, voire des noirs fétichistes. En France métropolitaine, d'ailleurs, quelques personnes exercent à la C.F.T.C. des fonctions importantes sans cependant professer d'opinions religieuses. Le lien, le ciment, qui unissent tous ces hommes dont les conceptions religieuses diffèrent, c'est l'acceptation de certains principes généraux dérivés certes du Christianisme, mais cependant démunis aujourd'hui de tout contenu dogmatique formel.

De tels principes sont d'ailleurs à la base de la civilisation occidentale elle-même, dont le rayonnement universel est dans une certaine mesure d'ordre spirituel, et dans les contours de laquelle s'inscrit tout naturellement le syndicalisme chrétien.

Ainsi l'émancipation de la femme et la conception particulière de la famille qui en résulte, à laquelle se réfère précisément notre politique syndicale, sont de simples corollaires laïques de l'Evangile, auxquels M. BOURGUIBA, ce leader de l'Islam moderne, a rendu un implicite hommage, en abolissant en Tunisie la polygamie et en interdisant, quinze siècles après les Conciles de l'Eglise romaine, la répudiation de l'épouse par simple caprice du mari. Le mariage civil, en somme, dont tous les hommes de France, de Navarre et d'autres lieux sont tributaires, n'est-il pas un simple plagiat de l'acte sacramentel, base fondamentale de la famille chrétienne ?

Il va de soi que ces considérations n'excluent nullement un certain parallélisme de l'action syndicale chrétienne et de l'action catholique proprement dite, dans la mesure où celle-ci, abstraction faite de tout prosélytisme religieux immédiat, s'efforce d'infléchir dans une certaine direction les rapports sociaux. Il nous semble bien, au contraire, que ce parallélisme est le label de qualité de notre Syndicalisme. Il prend toute sa valeur si, en deçà des Encycliques fameuses dont nul ne conteste l'intérêt, le fait social chrétien est pris en considération au cours des siècles dès l'origine. Dans cette perspective, une indiscutable tradition spécifique est mise en évidence.

A ce titre l'attitude chrétienne au cours des premiers siècles consécutifs à la chute de l'Empire romain, face au problème historique de l'esclavage, est, nous semble-t-il, riche d'enseignement pour le syndicalisme chrétien, si vraiment, comme on se plaît à le dire dans certains milieux, le salariat est la forme moderne de l'esclavage.

Nous avons pensé qu'à l'aube d'une nouvelle année de travail (le jour de l'an effectif des travailleurs ne coïncide-t-il pas avec la fin des vacances ?) il était intéressant d'en informer nos lecteurs.

DANIELS-ROPS, l'académicien bien connu, dans l'un des tomes de l'ouvrage en plusieurs volumes qu'il a consacré à l'Histoire de l'Eglise, a décrit cette attitude en un raccourci saisissant, justifié par des références indiscutables. Nous prenons la liberté de publier un bref extrait de son beau livre, sans commentaires oiseux.

Rappelons sans plus qu'aux temps barbares du pré-moyen âge, le crédit spirituel de l'Eglise était immense. Signalons d'autre part que les ouvrages de DANIEL-ROPS sont revêtus de l'Imprimatur. (Suite page 3.)

FAUX PRÉTEXTES

L'ECONOMIE française, comme chacun le sait, est dans une phase critique, en grand danger d'entrer dans un nouveau cycle inflationniste dont les salariés seront les premières victimes. En foi de quoi, le Patronat s'oppose à une majoration des salaires, mais proteste violemment contre le blocage des prix. Le Gouvernement lui-même s'oppose pour l'instant à toute majoration du SMIG demandée par les Centrales syndicales pour compenser la hausse réelle du coût de la vie ressentie vivement par les petits salariés.

Bien entendu, les augures et quelques autres expliquent docilement que ce danger d'inflation est provoqué, selon les lois économiques, par le fait que la demande croît plus rapidement que l'offre. Le gel de cet hiver aurait provoqué une pénurie relative des produits alimentaires ; d'autre part, la création du Fonds de solidarité va injecter une masse de 145 milliards de pouvoir d'achat nouveau qui va « peser » sur les prix. Il convient donc de diminuer cette pression en freinant l'offre, le blocage des salaires étant le plus sûr moyen — et le plus facile d'y parvenir.

Il conviendrait d'abord que l'on veuille bien préciser, avec chiffres et preuves à l'appui, quels sont les secteurs économiques, en dehors du bâtiment, qui ne seraient pas en mesure de satisfaire une demande légèrement accrue. En dehors de telles précisions, l'affirmation générale de l'insuffisance de l'offre n'est qu'un slogan vide de sens. Or, en faisant un tour d'horizon, nous ne décelons pas d'incapacité notoire de cette nature. Une telle situation ne pourrait se faire jour que sous la forme d'un goulot d'étranglement, dans une production déterminée. Une direction éclairée de l'économie aurait vite fait de remédier à ce défaut passager, compte tenu des effets désastreux qui découleraient du maintien de la pénurie.

Voyons de plus prêt la valeur réelle des arguments pseudo-scientifiques mis en avant et exa-

minons les conséquences réelles du gel de février dernier.

Si les prévisions pour la récolte du blé accusent effectivement une baisse importante de la récolte, il convient de signaler une abondance plus grande dans d'autres secteurs :

Orge : 50 millions de quintaux au lieu de 26 en 1955.

Mais : 13 millions de quintaux au lieu de 11 en 1955.

PAR
A. BAPAUME
Secrétaire général
de la F. F. S. I. C.

Avoine : 41 millions de quintaux au lieu de 36 en 1955.

Lait : la production des six premiers mois est égale à celle

une spéculation habile pour réaliser une majoration des prix. L'opération a réussi puisqu'on a enregistré des augmentations de 10 % à 30 % dans les produits agricoles.

Le Gouvernement affirme d'autre part que les 145 milliards du Fonds de Solidarité constituent une offre supplémentaire qui va peser sur les prix. Ceci est inexact ; cette somme étant prélevée par l'impôt, il s'agit en fait, non de la distribution d'un pouvoir d'achat supplémentaire, mais d'un transfert d'une catégorie à une autre.

Si nous considérons maintenant la variation des indices économiques, nous constatons que la production industrielle est en constante progression : l'indice moyen de l'année 1955 étant 169, il est passé de 184 en jan-

AUDIENCE DU CHEF DU GOUVERNEMENT

Notre Fédération était représentée par André Bapaume, notre secrétaire général, à l'audience accordée par M. Guy Mollet à la C.F.T.C., le mardi 11 septembre.

Le Président du Conseil nous a fait part de ses intentions quant à la politique économique et sociale qu'il entend suivre. Nous l'avons saisi de nos préoccupations et avons attiré son attention sur le caractère spéculatif des hausses de prix qui risquent d'annuler les avantages péniblement acquis pendant les deux dernières années.

De nouvelles confrontations auront lieu d'ici deux à trois semaines.

du premier semestre 1955, et celle du second semestre sera supérieure.

Viande : la production de bovins, veaux, moutons, porcs, sera pour le moins équivalente à celle de 1955.

Pommes de terre : la production est normale, mais Poujade conseille aux producteurs de freiner les envois afin de maintenir les prix élevés.

Fruits et légumes : après quelques difficultés passagères consécutives au gel, la production apparaît de nouveau normale et abondante.

Nous pourrions continuer l'énumération.

La vérité est que le gel du dernier hiver a été exploité par

vier à 195 à fin juin, soit une augmentation de 6 % depuis le début de l'année. Par contre, la majoration des salaires n'a atteint que 3,5 % pendant la même période, d'après les statistiques établies par le Ministère du Travail.

L'expérience des trois dernières années montre qu'une majoration importante des salaires n'est pas inflationniste si elle s'inscrit dans une économie en expansion. Au cours de ces années en effet, une augmentation des salaires de l'ordre de 25 % a été réalisée dans une stabilité relative des prix. Elle a été possible parce qu'elle repo-

(Suite page 3.)

Dans ce numéro :

| | |
|---|---|
| Statistiques économiques | 2 |
| Notre régime de retraites | 2 |
| Fiscalité. L'action de notre Fédération pour la défense des intérêts des Cadres | 3 |

| | |
|---|-----|
| Le début d'une nouvelle ère de l'humanité est marqué par l'électronique | 4-5 |
| Importantes décisions confédérales | 6 |
| La Confédération Africaine des Travailleurs Croyants est née | 6 |
| L'activité professionnelle | 7 |
| Fédération internationale des Cadres, Employés et V.R.P. | 8 |

INFORMATIONS ÉCONOMIQUES ET SOCIALES

NOTRE RÉGIME DE RETRAITE

AVENANT S 12 DU 15 JUIN 1956
à la Convention collective du 14 mars 1947

Le 15 juin 1956, les Organisations signataires de la Convention collective nationale du 14 mars 1947 ont signé un avenant S 12 à cette Convention collective.

Cet avenant, dont nous reproduisons ci-dessous le texte, modifie l'article 8 bis de l'Annexe I de la Convention.

ARTICLE PREMIER

L'article 8 bis de l'Annexe I est modifié comme suit :

§ 1^{er}. — Le participant qui, ayant subi l'examen médical prévu à l'article 30 modifié de l'ordonnance du 19 octobre 1945, bénéficie des prestations en espèces de l'assurance maladie des Assurances Sociales, a droit à compter de la date ci-après définie et pour chaque mois civil pendant lequel lesdites prestations lui sont servies à l'inscription à son compte de retraite d'un nombre de points égal à la moyenne mensuelle de ceux acquis par lui pendant les douze mois civils précédant la date de l'interruption de travail occasionnée par la maladie ou l'accident donnant lieu au service des prestations.

Cette inscription de points gratuits a lieu :

— Pour les affections de longue durée énumérées à l'article 37 du R.A.P. du 29 décembre 1945 (1) à compter du premier jour d'arrêt de travail suivant la reconnaissance de ces affections ;

— Pour les maladies ayant entraîné une interruption de travail de plus de six mois à compter du premier jour du septième mois d'arrêt de travail consécutif à ces maladies ;

— Pour les maladies ayant entraîné des soins continus pendant plus de six mois à compter du premier jour de l'arrêt de travail consécutif aux maladies ayant nécessité lesdits soins et au plus tôt le premier jour du septième mois.

En cas d'invalidité, les mêmes avantages sont accordés au participant pour chaque mois civil pendant lequel il bénéficie d'une pension d'invalidité au titre des Assurances Sociales, la somme de points inscrits à son compte de retraite étant égal à la moyenne mensuelle de ceux acquis par lui pendant les douze mois civils précédant la date de l'interruption de travail suivie d'invalidité.

§ 2. — Le participant qui continue, à titre transitoire, à bénéficier de l'allocation de longue maladie au titre des Assurances Sociales conformément à l'article 34 du décret du 27 juin 1955, a

droit pour chaque mois civil pendant lequel il bénéficie de cette allocation à l'inscription à son compte de retraite d'un nombre de points égal à la moyenne mensuelle de ceux acquis par lui pendant les douze mois civils précédant la première constatation médicale de la maladie.

§ 3. — En cas d'aptitude au travail reconnue par les Assurances Sociales, l'intéressé peut demander la liquidation de sa retraite dès 60 ans sans qu'il lui soit fait application du coefficient d'anticipation prévu à l'article 6.

L'intéressé qui a obtenu la liquidation de son allocation avant 65 ans et qui, à 60 ans ou ultérieurement, serait reconnu inapte au travail par les Assurances Sociales, peut demander à ce moment la révision de son allocation pour qu'il ne lui soit plus fait application à l'avenir du coefficient d'anticipation.

§ 4. — Les avantages susvisés seront étendus dans des conditions à fixer par la Commission Paritaire prévue à l'article 15 :

a) aux participants qui auront justifié s'être trouvés en état de maladie ou d'invalidité en dehors des périodes d'affiliation aux Assurances Sociales ;

b) aux participants victimes d'accidents du travail ou de maladies professionnelles ou relevant, par suite de blessure ou maladie, de la législation des pensions de guerre.

§ 5. — Pour l'ouverture du droit aux dispositions prévues aux paragraphes 1^{er} et 4 ci-dessus, le participant doit justifier avoir occupé des fonctions relevant du présent régime pendant les trois mois précédant de date à date l'interruption de travail occasionnée par la maladie ou l'invalidité.

Toutefois, cette condition n'est pas exigée si l'état de maladie ou d'invalidité résulte d'un accident ; il suffit alors que l'intéressé occupe au moment de l'accident des fonctions relevant du présent régime.

ARTICLE 2.

Le présent avenant prendra effet au 1^{er} juillet 1955.
Fait à Paris, le 15 juin 1956.

(1) Aux termes de l'article 37 du R.A.P. du 29-12-1945 modifié, sont considérées comme affections de longue durée : la tuberculose, le cancer, les maladies mentales, la poliomyélite.

STATISTIQUES ÉCONOMIQUES

INDICES D'ACTIVITÉ

Emploi

| DURÉE HEBDOMADAIRE moyenne du travail, indust. de transformation (en heures)..... | Octobre 1952 | Avril 1953 | Avril 1954 | Octobre 1955 | Avril 1956 | Juillet 1956 |
|---|------------------------|---------------------------|---------------------------|---------------------------|----------------------------|---------------------------|
| | 45,3 | 44,2 | 44,3 | 45,6 | 45,7 | 46,2 |
| Nombre de CHOMEURS totaux secours en fin de mois (en milliers) : | 30 octobre 1954 | 1 ^{er} mars 1955 | 1 ^{er} déc. 1955 | 1 ^{er} mars 1956 | 1 ^{er} juil. 1956 | 1 ^{er} août 1956 |
| — France entière | 49,2 | 68,4 | 42,7 | 9,7 | 28,8 | 25,1 |
| — Région parisienne | 22,1 | 27,3 | 15,3 | 14,9 | 9,2 | 8,07 |
| COTISATIONS SECURITE SOCIALE (en milliards de Francs). | Moyenne mensuelle 1955 | Janvier 1956 | Février 1956 | Avril 1956 | | |
| — Assurances sociales (rég. général) | 36,9 | 45,05 | 40,9 | 44,5 | | |
| — Accidents du travail | 6,4 | 7,6 | 7,21 | 7,64 | | |
| — Allocations familiales (salariés) | 39,2 | 50,3 | 41,8 | 48,6 | | |

Production industrielle

| INDICES BASE 100 EN 1938 | Janvier | Mars | Avril | Mai | Juin |
|----------------------------|---------|------|-------|-----|------|
| Ensemble (avec Bâtiment) : | | | | | |
| 1955 | 160 | 168 | 168 | 172 | |
| 1956 | 179 | 183 | 188 | | |
| Ensemble (sans Bâtiment) : | | | | | |
| 1955 | 166 | 173 | 170 | 194 | 176 |
| 1956 | 184 | 188 | 191 | 192 | 195 |

INDICES DES PRIX DE DÉTAIL

(Base 100 en 1949)

| PARIS (213 articles) | Denrées alim. | Chauf. éclair. | Produits manuf. | Prix des services | Articles divers | Indice général |
|----------------------------------|---------------|----------------|-----------------|-------------------|-----------------|----------------|
| 1955 : | | | | | | |
| Décembre | 137,7 | 170,7 | 127,4 | 199 | 143,5 | 146,3 |
| MOYENNE | 135,9 | 170,2 | 126,5 | 198 | 143,5 | 144,9 |
| 1956 : | | | | | | |
| Janvier | 137,8 | 171,2 | 127 | 202 | 143,5 | 146,8 |
| Février | 139,6 | 171,2 | 127,5 | 202 | 143,5 | 147,9 |
| Mars | 139,6 | 171,2 | 127,6 | 203 | 143,5 | 148,1 |
| Avril | 138,3 | 171,2 | 127,9 | 204 | 143,5 | 147,5 |
| Mai | 140,7 | 159,1 | 128,1 | 204 | 143,5 | 148,5 |
| Juin | 138 | 159,9 | 128,2 | 205 | 143,5 | 147,1 |
| Juillet | 136 | 160,9 | 128,3 | 207 | 157,4 | 146,7 |
| AOÛT | | | | | | 147,1 |
| PROVINCE (17 villes importantes) | | | | | | |
| 1955 : | | | | | | |
| Mars | 135 | 174,5 | 128 | 196,4 | 148,5 | 144,8 |
| Juin | 135,5 | 172,6 | 127,9 | 197,6 | 148,5 | 145,2 |
| Septembre | 134,4 | 172,7 | 128,2 | 201,3 | 148,5 | 145,1 |
| Décembre | 139 | 171,6 | 128,8 | 204,3 | 148,5 | 148,3 |
| MOYENNE | 135,6 | 172,7 | 128,2 | 199,9 | 148,5 | 145,9 |

PROTOCOLE D'ACCORD

concernant la coordination du régime de retraites institué par la Convention Collective Nationale du 14 mars 1947 et du régime de pensions vieillesse résultant du statut national du personnel des industries électriques et gazières, approuvé par décret du 22 juin 1946

Les représentants de l'A.G.I.R.C., d'une part, et ceux de l'E.D.F. et du G.D.F. ont adopté, le 29 juin 1956, des dispositions destinées à coordonner le régime de retraites institué par la Convention collective nationale du 14 mars 1947 et le régime des pensions vieillesse résultant du statut du personnel de l'Electricité et du Gaz. Ces dispositions sont applicables à partir du 1^{er} janvier 1952.

I. — CONDITIONS A REMPLIR POUR BÉNÉFICIER DE LA PENSION DE COORDINATION

ARTICLE PREMIER

Ont droit au bénéfice de la pension de coordination les ressortissants âgés de 55 ans et comptant :

1^o Au total, dans les deux régimes, quinze années entrant en ligne de compte pour l'ouverture du droit à pension selon les règles de chacun des régimes. Pour la constitution de ce minimum, les services militaires entrent en ligne de compte dans la mesure où ils sont validés en application du troisième alinéa de l'article 4 ci-après ou incorporés dans la liquidation d'une pension du statut national du personnel des industries électriques et gazières approuvé par le décret du 22 juin 1946 ou d'une allocation au titre

de la Convention collective nationale de retraites et de prévoyance des cadres du 14 mars 1947.

2^o Dans chacun des régimes, au moins une année d'exercice des fonctions de cadre.

II. — PARTS DE LA PENSION DE COORDINATION

ARTICLE 2

Les Institutions de retraites des cadres créées en application de la Convention collective nationale du 14 mars 1947 prennent à leur charge la part de la pension de coordination qui correspond à la période d'activité validée par ces Institutions.

L'Electricité de France et le Gaz de France prennent à leur charge la part de la pension de coordination qui correspond à la période d'activité validée comme agents des cadres par l'Electricité de France et le Gaz de France, en application de l'article 4 ci-après.

III. — QUOTITE DE LA PENSION DE COORDINATION

ARTICLE 3

La part de pension de coordination mise à la charge des Institutions de retraites des cadres est calculée suivant les règles de la Convention collective nationale du 14 mars 1947.

La part de pension de coordination mise à la charge de l'Electricité de France et du Gaz de France est calculée suivant cette même Convention, étant précisé que le calcul des points de retraite est effectué sur la base d'une cotisation totale de 12 %. Cette part de pension ne devra pas excéder le produit de la liquidation des annuités considérées selon les bases de l'annexe III du statut national du personnel des industries électriques et gazières ; cette part de pension n'est pas attribuée aux anciens agents réunissant les conditions ouvrant droit à une pension statutaire ou réglementaire. Les avantages constitués au titre de la période d'activité validée auprès de divers organismes de capitalisation dans le cadre d'anciens régimes particuliers de retraite et non compris dans la pension servie par le régime général de la Sécurité sociale sont déduits de cette part de pension de coordination dans les conditions fixées par les modalités d'application de l'annexe III du statut.

IV. — PÉRIODE D'ACTIVITÉ VALIDÉE

ARTICLE 4

La période d'activité validée par les institutions appliquant la Convention collective nationale du 14 mars 1947 est celle qui ré-

sulte des articles 4 et 4 bis de cette Convention, ainsi que du titre II et de l'article 36 de l'annexe I, sous réserve des dispositions du troisième alinéa ci-dessous.

La période d'activité validée par l'Electricité de France et le Gaz de France est celle qui résulte de l'article 1^{er}, paragraphe 1^{er}, de l'Annexe III du Statut national du Personnel des industries électriques et gazières et au cours de laquelle l'intéressé a occupé un emploi de cadre au sens de l'article 3 dudit statut ; toutefois, pour les agents ayant fait l'objet d'une révocation, il n'est pas tenu compte des périodes d'activité antérieures à la sanction.

Les périodes de services accomplis dans les armées sont également validées dans les conditions fixées par la Convention collective du 14 mars 1947 lorsque, par ailleurs, elles ne sont pas rémunérées par une pension vieillesse du statut national du personnel des industries électriques et gazières ou par une allocation à la charge d'une institution de retraite des cadres par application de la Convention collective nationale du 14 mars 1947. Elles sont validées par l'organisme dont dépendaient les intéressés antérieurement à leur mobilisation ou, à défaut, en ce qui concerne la guerre 1914-1918, par celui auquel ils ont appartenu en premier lieu à l'issue de la période de mobilisation.

LA VALEUR DU POINT RETRAITE

Le Conseil d'Administration de l'A.G.I.R.C., au cours de sa réunion du 15 juin 1956, a décidé de maintenir à 14 FRANCS la valeur du point de retraite au 1^{er} juillet 1956.

V. — REVERSIBILITÉ DE LA PENSION DE COORDINATION

ARTICLE 5

Les pensions de coordination calculées conformément aux dispositions de l'article 3 du présent protocole sont reversibles sur la veuve et les orphelins dans les conditions fixées par les articles 12, 13 et 13 bis de l'annexe I de la Convention collective nationale du 14 mars 1947. Toutefois, la part incombant à l'Electricité de France et au Gaz de France n'est accordée qu'en l'absence du droit à un avantage liquidé selon l'annexe III du statut national du personnel des industries électriques et gazières.

VI. — PAIEMENT DES PENSIONS

ARTICLE 6

Le service des parts de pension de coordination est assuré par chacun des régimes selon les règles qui lui sont propres.

VII. — CESSATION D'ACTIVITÉ

ARTICLE 7

Les pensions de coordination ne peuvent être accordées que dans les conditions prévues aux 8^o, 9^o et 10^o alinéas de l'article 6 de l'annexe I à la Convention collective du 14 mars 1947 et si l'intéressé a cessé d'appartenir à un service ou une entreprise relevant du régime du personnel des industries électriques et gazières.

SALAIRE DE RÉFÉRENCE

En application des dispositions de l'article 2 de l'annexe I à la Convention collective du 14 mars 1947, et conformément à la délibération n° 40 du 24 juin 1954, la Commission paritaire dans sa réunion du 15 juin 1956 a fixé à 98 FRANCS le salaire de référence pour l'année 1955.

FISCALITÉ L'ACTION DE NOTRE FÉDÉRATION POUR LA DÉFENSE DES INTÉRÊTS DES CADRES

par Gaston RIFFAULT

La politique du Gouvernement Guy Mollet en matière fiscale a été, au cours de ces derniers mois, directement inspirée des principes dont se réclame le Parti Socialiste, à savoir :

- le recours à l'impôt de préférence à l'emprunt ;
- le renforcement de la fiscalité directe, c'est-à-dire une préférence marquée à taxer les revenus plutôt que les dépenses.

L'APPLICATION de ce dernier principe serait justifiée si le poids des impôts directs était équitablement réparti, mais il est inutile de démontrer, une fois de plus, que la majeure partie des impôts directs, et en particulier de la surtaxe progressive, sont acquittés par ceux dont les revenus sont déclarés par des tiers. De ce fait, les bases de calcul des impôts sur le revenu frappant les personnes physiques (laxe proportionnelle et surtaxe progressive) tiennent compte d'un coefficient important de fraude. Il n'est également personne qui ne reconnaisse que l'assiette des impôts directs est trop étroite : il suffit de rappeler que, sur 10.000 milliards de revenus encaissés par les personnes physiques, 2.000 milliards seulement entrent en ligne de compte

pour le calcul de la surtaxe progressive.

C'est donc l'existence d'une injustice fiscale aussi criante qui incite les Organisations Syndicales des Cadres, et spécialement notre Fédération, à s'élever avec vigueur contre toute menace d'aggravation de la fiscalité directe.

Les occasions d'intervention pour notre Fédération n'ont, hélas ! pas manqué depuis quelques mois et certaines menaces subsistent encore. Nous voudrions donc souligner ici, pour nos adhérents, l'action vigilante que nous avons exercée. Nous reconnaissons honnêtement que toutes nos tentatives n'ont pas été couronnées de succès. Néanmoins, cette action n'a été ni inutile ni infructueuse, comme nous allons le montrer en rappelant certains événements.

A. — FINANCEMENT DU FONDS NATIONAL DE SOLIDARITÉ

C'est tout d'abord à propos du financement du Fonds National de Solidarité que nous avons pour la première fois eu l'occasion d'alerter l'opinion et particulièrement les groupes parlementaires.

Avant même que le projet gouvernemental vienne en discussion devant le Parlement, de nombreuses Organisations, et spécialement les Organisations syndicales des Cadres, s'étaient élevées, fin mars et début avril, contre les modes de financement envisagés. Fin mars, notre Commission Exécutive adoptait une motion qui était transmise aux groupes parlementaires et qui faisait connaître la position de notre Fédération pouvant se résumer ainsi :

a) Accord pour l'institution d'un Fonds National de Solidarité ;

b) Accord pour apporter, dans les circonstances actuelles, notre contribution afin d'octroyer un supplément de ressources aux citoyens les plus déshérités ;

c) Étant donné, toutefois, que les impôts directs sont les plus fraudés et que les salariés — spécialement les Cadres — sont reconnus comme étant le plus lourdement taxés au titre de la surtaxe progressive, hostilité absolue à toute mesure de financement ne tendant pas à répartir équitablement les nouvelles charges.

Nous faisons également adopter à l'unanimité par le Comité Directeur de la Confédération des Travaillateurs Intellectuels une motion identique.

La discussion du projet en séance publique ne commença que fin avril et vous avez tous le souvenir des débats prolongés auxquels ce projet donna lieu. Le Gouvernement dut, à maintes reprises, poser la question de confiance et les navettes entre les deux Assemblées durent être épuisées avant que le projet puisse être adopté, car il rencontra l'hostilité constante de la majorité des Sénateurs.

Nous avions eu d'ailleurs l'occasion d'alerter plusieurs groupes du Conseil de la République sur certaines anomalies choquantes du texte adopté en première et deuxième lectures par l'Assemblée Nationale.

Lors de notre Congrès de fin mai, notre motion générale rappelait à nouveau notre position en matière fiscale et s'élevait contre toute aggravation de la fiscalité directe.

Ce n'est que le 27 juin que le projet gouvernemental — légèrement remanié en ce qui concerne le mode de financement — fut définitivement adopté. Mais, pour aboutir, le Gouvernement avait dû porter le problème sur le terrain politique, sachant bien que de nombreux parlementaires hos-

tiles au projet tel qu'il se présentait reculeraient devant les conséquences possibles d'une crise ministérielle en raison des événements d'Algérie.

Il y aurait beaucoup à dire sur les dispositions de la loi du 30 juin portant institution du Fonds National de Solidarité. Nous nous bornerons à souligner quelques points :

1° Le système adopté repose sur le principe d'assistance, alors qu'il serait souhaitable d'organiser une véritable assurance couvrant le risque vieillesse ;

2° Ce sont les groupes sociaux qui n'ont pas fait un effort suffisant de prévoyance et de solidarité qui bénéficieront d'une allocation financée, pour une large part, par d'autres groupes plus prévoyants ;

3° La majoration d'un dixième des impôts directs aggrave l'inégale répartition de ces impôts. Par ailleurs, afin de faire passer moins difficilement son projet, le Gouvernement a accepté que le dixième supplémentaire sur la surtaxe progressive ne frappe que les contribuables dont le revenu imposable est supérieur à 600.000 francs. Or, comme aucune décade n'a été prévue, on constate que, entre deux contribuables célibataires ayant des revenus imposibles respectivement de 601.000 francs et de 599.000 francs, le premier paiera 5.000 francs d'impôts de plus que le second.

Il y a là une anomalie flagrante et une telle disposition représente, pour les Cadres salariés, un sacrifice supplémentaire qu'ils auront à consentir, alors que le même effort n'est pas demandé à des catégories sociales dont les moyens d'existence sont soutenus aisément la comparaison avec ceux dont disposent les Agents de Maîtrise et les Cadres.

Certains adhérents chargés de famille se sont émus, à juste titre, de cette disposition en nous signalant que celle-ci constituait une atteinte au système du quotient familial. Cela est vrai lorsqu'il s'agit d'un redevable chargé de famille dont le revenu imposable est supérieur à 600.000 francs s'il compare ses charges fiscales à celles d'un contribuable célibataire n'ayant pas un revenu imposable supérieur à 600.000 francs. En fait, cependant, tous les contribuables dont le revenu imposable est supérieur à 600.000 francs se trouveront pénalisés, quelle que soit leur situation de famille ;

4° Notre dernière observation portera moins sur le principe du Fonds Vieillesse, que personne ne discute, que sur la formule adoptée par le Gouvernement.

En effet, à une époque où les dépenses de l'État s'accroissent plus que ses recettes et où le pays

est appelé à supporter des charges nouvelles résultant des opérations de pacification en Algérie, il nous aurait semblé préférable que l'aide aux vieillards soit réalisée par étapes et qu'on pense d'abord aux plus déshérités. Accorder 31.200 francs par an à ceux qui ne disposent que de ressources misérables représente une aumône et il eût été souhaitable que l'on fixe un minimum de ressources dont tous les vieillards devraient disposer, étant entendu que ce minimum ferait l'objet d'augmentations dans le temps afin d'atteindre un certain pourcentage du S. M. I. G. Ces allocations devraient également

varier comme le S. M. I. G. lui-même.

Au surplus, étant donné les règles assez restrictives établies par la circulaire d'application de la loi du 30 juin, on peut se demander si le nombre des bénéficiaires de l'allocation ne sera pas nettement inférieur au chiffre de 4.400.000 qui avait été avancé lors des débats par le Ministre du Travail. L'effort fiscal qui est demandé à certaines catégories sociales risque donc d'être nettement supérieur aux sommes qui seraient nécessaires pour servir l'allocation supplémentaire prévue par la loi du 30 juin 1956.

B. — LE FINANCEMENT DES OPÉRATIONS MILITAIRES EN ALGÉRIE

A peine la loi instituant le Fonds National de Solidarité était-elle promulguée, que le Gouvernement faisait connaître son intention de faire de nouveau appel à la fiscalité pour financer les opérations militaires en Algérie ; il prévoyait un nouveau dixième sur les impôts directs et, en particulier sur la surtaxe progressive pour les revenus imposables supérieurs à 600.000 francs.

UNE TELLE MESURE AURAIT CONSTITUÉ UN VÉRITABLE DÉFI LANCÉ AUX CADRES SALARIÉS, aussi, le jour même où furent rendues publiques les intentions du Gouvernement, soit le 12 juillet, notre Fédération adressait à la Presse un communiqué afin de protester contre le caractère inique des nouveaux impôts que le Gouvernement songeait à appliquer abusivement. Ce communiqué, qui a reçu une très large diffusion, a été reproduit dans le numéro de juillet-août 1956 de notre journal fédéral. En outre, dès le 13 juillet, sous la signature conjointe de notre Président et de notre Secrétaire Général, la lettre suivante était adressée aux Présidents des Groupes Parlementaires :

« Monsieur le Président,
« Nous avons le devoir de vous faire part de notre désaccord total et du profond mécontentement provoqué chez les Ingénieurs et Cadres salariés C.F.T.C. par les derniers projets fiscaux du Gouvernement.

« Nous comprenons fort bien la nécessité d'assurer les ressources financières nécessaires à la politique nationale en Afrique du Nord, et les Cadres sont tout disposés à en fournir leur juste part, mais nous n'ignorons pas que, sur les 10.000 milliards de revenus distribués aux personnes physiques, 2.000 milliards seulement sont assujettis à la surtaxe progressive.

« Les Cadres ne sauraient accepter d'être aussi abusivement imposés alors que d'importantes fractions de la population échappent aux impôts. Le mécontentement est d'autant plus violent que les ressources nécessaires pourraient être trouvées par une lutte plus énergique contre la fraude fiscale.

« Nous vous demandons, en conséquence, de bien vouloir intervenir auprès du Gouvernement afin qu'il entreprenne sur ce plan une action efficace et qu'il envisage éventuellement le recours à l'emprunt.

« Devant l'effort qui est réclamé au pays, il nous paraît particulièrement néfaste que des citoyens disposés à consentir des sacrifices viennent à le regretter devant les mesures injustes et iniques telles que celles qui sont envisagées par le Gouvernement. »

A la suite de cette lettre, nous avons reçu un certain nombre de réponses :

— M. LABORRE, au nom du Groupe « Paysan » nous a répondu le 17 juillet que son Groupe, conscient des dangers, pour l'économie nationale, d'une fiscalité exagérée, n'avait cessé de s'opposer à l'augmentation des charges imposées aux contribuables ; il pense qu'un grand emprunt permettrait d'assurer les ressources nécessaires à la politique nationale en Afrique du Nord.

— M. GABELLE, au nom du Groupe « M.R.P. » a répondu, le 19 juillet, que son Groupe partageait pleinement nos sentiments et qu'en vue de trouver une solution préférable, les Commissaires M.R.P. de la Commission

des Finances avaient pris l'initiative d'un contre-projet signé de M. DORAY et prévoyant le lancement d'un grand emprunt libératoire.

— M. COURANT, au nom du Groupe des « Indépendants », nous a répondu, le 20 juillet, qu'il partageait notre point de vue et s'efforcerait d'obtenir le remaniement du projet gouvernemental en Commission des Finances.

— M. GAUTIER-CHAUMET, au nom du Groupe « R.G.R. » nous a répondu, le 23 juillet, qu'il était entièrement d'accord avec nous et qu'il ferait l'impossible pour que le Gouvernement re-

C. — AUDITION D'UNE DÉLÉGATION DE LA CONFÉDÉRATION DES TRAVAILLEURS INTELLECTUELS

par la Sous-Commission d'Enquête Fiscale créée au sein de la Commission des Finances

Une délégation de la C. T. I. composée de M. Bressac et de Gaston Riffault a été reçue, le 10 juillet, par la Sous-Commission d'Enquête. M. Bressac, Secrétaire général, s'est chargé de commenter un memorandum établi par la Commission Fiscale de la C. T. I. qui contient, tout d'abord, une critique du système actuel et propose, en matière d'impôt sur le revenu, diverses réformes qui correspondent à celles que notre Fédération a constamment préconisées.

Au cours de cette audition, l'auteur de ces lignes a souligné la nocivité du système fiscal actuel en matière d'impôts directs.

Il a également appelé l'atten-

tion sur des projets aussi insupportables pour les contribuables.

L'hostilité justifiée des Organisations Syndicales des Cadres aux nouveaux projets a entraîné, comme le soulignait « Le Monde » du 14 juillet 1956, l'opposition à ce projet des partis politiques et notamment des « Modérés » et du « M.R.P. » ainsi que, dans une certaine mesure, de la « S.F.I.O. » elle-même, du fait que les mesures envisagées imposeraient de nouveaux sacrifices aux Cadres moyens et supérieurs du secteur public comme du secteur privé.

Cette fois-ci, le Gouvernement ne pouvait plus compter, comme pour le Fonds Vieillesse, sur l'appui des voix communistes puisqu'il s'agissait de l'Algérie, aussi le Gouvernement dut-il jeter du lest et accepter le compromis d'un emprunt libératoire, des majorations d'impôts ne pouvant intervenir que dans la mesure où l'emprunt n'atteindrait pas 150 milliards et suivant un ordre qui a été établi par le Parlement, ce n'est qu'en tout dernier lieu qu'est prévue une majoration d'un demi-dixième de la surtaxe progressive, si l'emprunt rapporte moins de 100 milliards. Nous avons tout lieu d'espérer, au moment où notre journal paraîtra, que le chiffre de 150 milliards aura été facilement atteint, étant donné les avantages fiscaux et l'indexation intéressante dont cet emprunt se trouve assorti.

Ainsi l'action énergique de notre Fédération, jointe à celle d'autres Organisations, n'aura certainement pas été inutile et aura incité le Gouvernement à réviser ses positions de principe.

D. — NOUVELLES MENACES CONCERNANT LE QUOTIENT FAMILIAL

Dans la presse récente, vous avez pu relever que M. RAMADIER met au point un projet de réforme fiscale qui devrait tenir compte de l'engagement pris par M. Guy MOLLET, lors de sa déclaration d'intention, de supprimer la taxe locale dont le rendement atteint environ 170 milliards.

Comme M. RAMADIER n'entend pas que les ressources fiscales diminuent, il doit trouver des recettes de remplacement. Or, fidèle à la thèse du Parti Socialiste, il songerait à aggraver la fiscalité directe.

Le journal « Le Monde » du 9 septembre 1956, qui faisait allusion à ce projet de réforme fiscale, signalait que M. RAMADIER réussirait, par la suppression de la taxe locale, à désarmer l'opposition de certains « poujadistes ». Cependant, il faudrait une majoration importante des impôts directs pour compenser la diminution de recettes qui proviendrait de la suppression de la taxe locale et il semble bien difficile, sur le plan politique, que le Gouvernement puisse trouver les ressources de remplacement.

Parmi les projets préparés par le ministère des Finances figurait une limitation du quotient familial, en plafonnant, comme en matière de taxe proportionnelle, l'abattement

d'impôt pour les enfants à charge. Il y a là une menace nouvelle d'atteinte au système du quotient familial. Étant donné que les allocations familiales servies aux cadres chargés de famille ne sont pas hiérarchisées, comme elles le sont au moins en partie chez les fonctionnaires, nous devons réagir, quand bien même le plafond qui serait fixé ne pourrait toucher que des bénéficiaires de revenus assez importants. Il est toujours grave qu'un principe soit remis en cause, car on peut toujours craindre d'autres atteintes. Aussi, notre Fédération ne manquera pas d'appeler l'attention des Groupes Parlementaires sur les conséquences que pourrait avoir toute limitation apportée au quotient familial.

Rédaction - Administration
26, RUE MONTHOLON
— PARIS (IX^e) —
Téléph. : TRU. 91-03
C. C. Paris 4169-19

AGENCE PUBLICAT
24, boulevard Poissonnière
PARIS (IX^e)
Téléphone : TAITBOUT 64-11
Le numéro : 25 francs
Abonnement : 250 francs par an

Le début d'une nouvelle ère de l'humanité est marqué par

ÉVOLUTION ET EXPANSION DE L'INDUSTRIE ÉLECTRONIQUE EN FRANCE

L'INDUSTRIE radio-électronique était, à ses débuts, et jusqu'à la guerre 1939-1945, un vaste mélange d'entreprises artisanales et d'entreprises plus importantes disséminées dans les efforts et les études. Nous assistons aujourd'hui — au contraire — à une concentration des entreprises, à une spécialisation, à un regroupement de diverses activités autour de firmes sérieuses et puissantes (1).

Autour de ces grandes affaires, dont nous parlerons plus loin, existent des entreprises moyennes, qui se spécialisent dans des fabrications précises et bien orientées et dont certaines sont déjà bien agencées au point de vue équipement mécanique.

Petit à petit, les affaires artisanales sont absorbées, ou disparaissent faute de ne pas avoir évolué.

Les industries électroniques connaissent actuellement un développement et une expansion rapides, dont il est difficile de prévoir les limites.

ORGANISATION DES INDUSTRIES ÉLECTRONIQUES EN FRANCE

Ces industries sont réparties dans l'importante Fédération Nationale des Industries Radioélectroniques et Électroniques (S.N.I.R.E.) en différents groupes bien distincts :

- a) Matériels de réception (récepteurs radio et téléviseurs) ;
- b) Pièces détachées pour les appareils de réception, tandis qu'une dizaine environ produisent des tubes pour émission, redresseurs, tubes cathodiques, des tubes pour l'électronique industrielle (thyatron, etc.), ainsi que des tubes divers et spéciaux, dans des usines de la région parisienne ou de province.
- c) Matériels professionnels électroniques ;
- d) Tubes électroniques.

L'ensemble de ces industries groupe au 1^{er} janvier 1956 environ 400 entreprises et emploie 45.900 personnes.

Le chiffre d'affaires global des industries électroniques françaises est en progression constante.

1949 : 26 milliards ;
1953 : 68,7 milliards ;
1954 : 77,8 milliards ;
1955 : 112,5 milliards.

Il représentait en 1954 et en 1955 le 1/5 environ du chiffre d'affaires total de l'industrie électrique française, qui se situait respectivement aux alentours de 490 milliards et de 569 milliards.

REPARTITION DE L'ACTIVITÉ

Ce groupe rassemble les fabricants de récepteurs de radiodiffusion et de télévision vendus au public, les fabricants d'appareils électro-acoustiques, d'électrophones et de matériel d'enregistrement magnétique.

Chiffre d'affaires :
— 1953 : 21,5 milliards ;
— 1954 : 25,6 milliards ;
— 1955 : 32 milliards.

Nombre d'heures de travail, ouvriers :
— en 1954 : 13.772 millions ;
— en 1955 : 16.200 millions.

Effectifs :
1953 : 1.324 5.420 7.344
1954 : 2.366 6.772 9.138
1955 : 2.779 8.020 10.759

L'industrie de la télévision connaît en France un essor très important : 185.000 postes ont été vendus en 1955 contre 110.000 en 1954 — la région parisienne (3 millions de foyers desservis) absorbant 50,8 % des ventes et la région illoise (900.000 foyers desservis) 26,9 %.

A l'indice les ventes de 1955 représentent 1.310, pour 100 en 1951.

PIECES DETACHEES

A ce groupe sont rattachées plus de 200 entreprises qui fabriquent des pièces détachées : condensateurs, résistances, bobines, transformateurs, etc.

Chiffres d'affaires :
— 1953 : 10,5 milliards ;
— 1954 : 14,7 milliards ;
— 1955 : 20 milliards.

Nombre d'heures de travail, ouvriers :
— en 1954 : 15.719 millions ;
— en 1955 : 15.242 millions.

Effectifs :
Années Cadres Ouvriers Total
1953 1.165 5.935 6.560
1954 1.738 7.891 9.629
1955 1.802 7.301 9.103

MATERIELS PROFESSIONNELS ÉLECTRONIQUES

Ce groupe réunit 40 entreprises environ qui, toutes, fabriquent du matériel électronique profes-

sionnel : matériel pour trafic télégraphique et téléphonique, de radiodiffusion, de télévision, de faisciaux hertziens, appareils de radio-navigation, radars, matériel pour l'électronique appliquée, haute fréquence industrielle, cour mandes, électroniques, ultra-sons, microscopes électroniques, machines à calculer, applications électroniques à l'énergie atomique.

Le matériel d'équipement est surtout destiné à la Défense nationale, aux administrations et aux services publics, etc., ainsi qu'à l'aviation civile et à la marine marchande, tandis que les matériels d'électronique appliquée sont destinés à une clientèle industrielle de plus en plus importante.

Chiffre d'affaires :
— 1953 : 26,7 milliards ;
— 1954 : 38 milliards ;
— 1955 : 49 milliards.

Nombre d'heures de travail, ouvriers :
1953 1.165 5.935 6.560
— en 1954 : 16.420 millions ;
— en 1955 : 17.200 millions.

Effectifs :
Années Cadres Ouvriers Total
1953 1.682 6.586 14.268
1954 3.045 7.562 15.607
1955 3.650 8.150 16.800

TUBES ÉLECTRONIQUES

C'est dans ce groupe que l'on assiste à la concentration financière la plus importante et à une décentralisation des moyens de production la plus large puisque deux entreprises seulement fabriquent des tubes électroniques pour les appareils de réception, tandis qu'une dizaine environ produisent des tubes pour émission, redresseurs, tubes cathodiques, des tubes pour l'électronique industrielle (thyatron, etc.), ainsi que des tubes divers et spéciaux, dans des usines de la région parisienne ou de province.

Chiffre d'affaires :
— 1953 : 9,9 milliards ;
— 1955 : 11,6 milliards ;
— 1954 : 9,6 milliards ;
— 1955 : 10,393 millions.

Effectifs :
Années Cadres Ouvriers Total
1953 1.823 3.717 5.540
1954 2.402 4.395 6.797
1955 2.629 5.049 7.678

La légère diminution du chiffre d'affaires 1954 de ce groupe, malgré une augmentation importante de personnel et une production accrue, provient précisément de la mise en route de chaînes de fabrication automatique des tubes électroniques. Ces processus ont apporté une sérieuse réduction des prix de vente de ces tubes.

La technique des matériels a, en effet, pris une avance prodigieuse avec les radars, les multiplexes, la télévision, etc., mais le travail correspondants, qui se heurtent à leur imposition, anéantit par les défaillances des pièces détachées mal préparées aux conditions de fonctionnement extrême, mais qui sont fondamentales à leur imposition.

Par exemple les tourelles de canon, les têtes d'obus et d'engins considérables, les accélérations considérables, les sous-marins dont les tubes doivent vivre aussi longtemps

C'est un des premiers effets de la mise en route de moyens automatisés dans les fabrications de matériels électroniques.

DEVELOPPEMENT DU MARCHÉ INTERIEUR

MATÉRIEL DE RÉCEPTION
Nous avons étudié, dans le n° 86 de « Documents », l'évolution du marché de la réception. En ce qui concerne les récepteurs radiophoniques, après une reprise sensible, dont l'apogée a été marquée en 1951, on note un certain essouffissement du marché qui tient principalement ses positions anciennes.

Il est vraisemblable que le développement, en France, des émissions en modulation de fréquence relancera ce marché.

Néanmoins, le secteur « Postes réception radio » ne peut aspirer à une expansion très marquée, mais il doit pouvoir maintenir son activité en faisant face également au besoin de remplacement.

Pour les machines à enregistrer de bureau, nous attendons vainement que les constructeurs français fassent une véritable éducation des usagers sur les utilisations possibles et pratiques de ces appareils et surtout que certains de ces constructeurs, actuellement gâtés par les commandes à exécuter pour les Forces armées ou les Administrations, s'intéressent au marché commercial, qui un jour sera leur principal client.

Enfin, espérons aussi que nos fabricants de magnétophones nous offriront dans un proche avenir un enregistreur de courrier fonctionnant parfaitement à un prix acceptable, c'est-à-dire aux environs de 100.000 francs, et développeront leurs services après vente jusqu'ici inexistant.

La technique des matériels a, en effet, pris une avance prodigieuse avec les radars, les multiplexes, la télévision, etc., mais le travail correspondants, qui se heurtent à leur imposition, anéantit par les défaillances des pièces détachées mal préparées aux conditions de fonctionnement extrême, mais qui sont fondamentales à leur imposition.

Par exemple les tourelles de canon, les têtes d'obus et d'engins considérables, les accélérations considérables, les sous-marins dont les tubes doivent vivre aussi longtemps

La technique des matériels a, en effet, pris une avance prodigieuse avec les radars, les multiplexes, la télévision, etc., mais le travail correspondants, qui se heurtent à leur imposition, anéantit par les défaillances des pièces détachées mal préparées aux conditions de fonctionnement extrême, mais qui sont fondamentales à leur imposition.

Par exemple les tourelles de canon, les têtes d'obus et d'engins considérables, les accélérations considérables, les sous-marins dont les tubes doivent vivre aussi longtemps

La technique des matériels a, en effet, pris une avance prodigieuse avec les radars, les multiplexes, la télévision, etc., mais le travail correspondants, qui se heurtent à leur imposition, anéantit par les défaillances des pièces détachées mal préparées aux conditions de fonctionnement extrême, mais qui sont fondamentales à leur imposition.

Par exemple les tourelles de canon, les têtes d'obus et d'engins considérables, les accélérations considérables, les sous-marins dont les tubes doivent vivre aussi longtemps

La technique des matériels a, en effet, pris une avance prodigieuse avec les radars, les multiplexes, la télévision, etc., mais le travail correspondants, qui se heurtent à leur imposition, anéantit par les défaillances des pièces détachées mal préparées aux conditions de fonctionnement extrême, mais qui sont fondamentales à leur imposition.

Par exemple les tourelles de canon, les têtes d'obus et d'engins considérables, les accélérations considérables, les sous-marins dont les tubes doivent vivre aussi longtemps

La technique des matériels a, en effet, pris une avance prodigieuse avec les radars, les multiplexes, la télévision, etc., mais le travail correspondants, qui se heurtent à leur imposition, anéantit par les défaillances des pièces détachées mal préparées aux conditions de fonctionnement extrême, mais qui sont fondamentales à leur imposition.

Par exemple les tourelles de canon, les têtes d'obus et d'engins considérables, les accélérations considérables, les sous-marins dont les tubes doivent vivre aussi longtemps

La technique des matériels a, en effet, pris une avance prodigieuse avec les radars, les multiplexes, la télévision, etc., mais le travail correspondants, qui se heurtent à leur imposition, anéantit par les défaillances des pièces détachées mal préparées aux conditions de fonctionnement extrême, mais qui sont fondamentales à leur imposition.

Par exemple les tourelles de canon, les têtes d'obus et d'engins considérables, les accélérations considérables, les sous-marins dont les tubes doivent vivre aussi longtemps

La technique des matériels a, en effet, pris une avance prodigieuse avec les radars, les multiplexes, la télévision, etc., mais le travail correspondants, qui se heurtent à leur imposition, anéantit par les défaillances des pièces détachées mal préparées aux conditions de fonctionnement extrême, mais qui sont fondamentales à leur imposition.

Par exemple les tourelles de canon, les têtes d'obus et d'engins considérables, les accélérations considérables, les sous-marins dont les tubes doivent vivre aussi longtemps

La technique des matériels a, en effet, pris une avance prodigieuse avec les radars, les multiplexes, la télévision, etc., mais le travail correspondants, qui se heurtent à leur imposition, anéantit par les défaillances des pièces détachées mal préparées aux conditions de fonctionnement extrême, mais qui sont fondamentales à leur imposition.

Par exemple les tourelles de canon, les têtes d'obus et d'engins considérables, les accélérations considérables, les sous-marins dont les tubes doivent vivre aussi longtemps

La technique des matériels a, en effet, pris une avance prodigieuse avec les radars, les multiplexes, la télévision, etc., mais le travail correspondants, qui se heurtent à leur imposition, anéantit par les défaillances des pièces détachées mal préparées aux conditions de fonctionnement extrême, mais qui sont fondamentales à leur imposition.

Par exemple les tourelles de canon, les têtes d'obus et d'engins considérables, les accélérations considérables, les sous-marins dont les tubes doivent vivre aussi longtemps

La technique des matériels a, en effet, pris une avance prodigieuse avec les radars, les multiplexes, la télévision, etc., mais le travail correspondants, qui se heurtent à leur imposition, anéantit par les défaillances des pièces détachées mal préparées aux conditions de fonctionnement extrême, mais qui sont fondamentales à leur imposition.

Par exemple les tourelles de canon, les têtes d'obus et d'engins considérables, les accélérations considérables, les sous-marins dont les tubes doivent vivre aussi longtemps

La technique des matériels a, en effet, pris une avance prodigieuse avec les radars, les multiplexes, la télévision, etc., mais le travail correspondants, qui se heurtent à leur imposition, anéantit par les défaillances des pièces détachées mal préparées aux conditions de fonctionnement extrême, mais qui sont fondamentales à leur imposition.

Par exemple les tourelles de canon, les têtes d'obus et d'engins considérables, les accélérations considérables, les sous-marins dont les tubes doivent vivre aussi longtemps

La technique des matériels a, en effet, pris une avance prodigieuse avec les radars, les multiplexes, la télévision, etc., mais le travail correspondants, qui se heurtent à leur imposition, anéantit par les défaillances des pièces détachées mal préparées aux conditions de fonctionnement extrême, mais qui sont fondamentales à leur imposition.

Qu'un cheval, toute la gamme des montages électroniques associés aux machines irradieuses et vibrantes, éprouvent la solidité des pièces détachées dans toute les phases de température, d'humidité, d'air salin, etc.

A présent, les pièces détachées sont devenues un facteur de sécurité par elles-mêmes : des montages électroniques purs remplaçant de multiples éléments complexes et soumis à l'usure, la sécurité et la précision y trouvent leur compte.

Cependant, l'étude des pièces détachées est une affaire de longue haleine ; elle exige qu'on aille au fond des choses, qu'on analyse minutieusement avec toutes les ressources de la physique et de la chimie modernes le comportement et les propriétés de matériaux métalliques ou isolants, qui sont à la base même de ces multiples éléments complexes, par centaines les châssis et les appareils radioélectroniques de tout genre.

Qu'a révélé le dernier Salon ?

Le mot d'ordre des années écoulées : « Miniaturisation » ; sans rien perdre de son importance, cette tendance est, cependant, passée au second plan devant ce qui peut définir comme le développement des « Fonctions nouvelles ».

Ainsi des matériaux « transducteurs », capables de transformer une énergie d'un certain type en une forme d'un autre type, ont été mis au point. La gamme des matériaux « intelligents » susceptibles d'être le siège de phénomènes de transduction, de leur sensibilité s'est encore étendue.

Ces pièces, avec leurs fonctions nouvelles, trouvent leur emploi dans le domaine normal de l'électronique : communications, radar, télévision, etc. Leurs propriétés provoquent de nouveaux montages dans ce domaine, mais, de plus, aspect fondamental, tend à apparaître car il s'agit d'une métamorphose profonde, ces pièces détachées nouvelles trouvent à s'employer la loi à la mécanique et l'électromécanique seules régnaient en maîtres. Des nouveaux comme les transformateurs de courant continu, les intégrateurs de flash, les ferrites, les substances à mémoire électrostatiques, les transistors, les photopiles, les thermopiles, sont les éléments de la technique de l'électronique classique.

D'autre part, les pièces classiques, dont la technique paraît anodine, mais qui sont fondamentales à l'ère des robots télé-guidés, les relais, les contacts, les potentiomètres, les fils de câbles, les résistances, subissent une évolution importante sous l'effet des recherches scientifiques.

La tradition s'est établie : les pièces détachées, sur lesquelles reposent les développements spécifiques de l'électronique, ont été désormais leur Salon annuel. Ce Salon a eu lieu à la Porte de Versailles du 2 au 6 mars 1956.

La technique des matériels a, en effet, pris une avance prodigieuse avec les radars, les multiplexes, la télévision, etc., mais le travail correspondants, qui se heurtent à leur imposition, anéantit par les défaillances des pièces détachées mal préparées aux conditions de fonctionnement extrême, mais qui sont fondamentales à leur imposition.

Par exemple les tourelles de canon, les têtes d'obus et d'engins considérables, les accélérations considérables, les sous-marins dont les tubes doivent vivre aussi longtemps

La technique des matériels a, en effet, pris une avance prodigieuse avec les radars, les multiplexes, la télévision, etc., mais le travail correspondants, qui se heurtent à leur imposition, anéantit par les défaillances des pièces détachées mal préparées aux conditions de fonctionnement extrême, mais qui sont fondamentales à leur imposition.

Par exemple les tourelles de canon, les têtes d'obus et d'engins considérables, les accélérations considérables, les sous-marins dont les tubes doivent vivre aussi longtemps

La technique des matériels a, en effet, pris une avance prodigieuse avec les radars, les multiplexes, la télévision, etc., mais le travail correspondants, qui se heurtent à leur imposition, anéantit par les défaillances des pièces détachées mal préparées aux conditions de fonctionnement extrême, mais qui sont fondamentales à leur imposition.

Par exemple les tourelles de canon, les têtes d'obus et d'engins considérables, les accélérations considérables, les sous-marins dont les tubes doivent vivre aussi longtemps

La technique des matériels a, en effet, pris une avance prodigieuse avec les radars, les multiplexes, la télévision, etc., mais le travail correspondants, qui se heurtent à leur imposition, anéantit par les défaillances des pièces détachées mal préparées aux conditions de fonctionnement extrême, mais qui sont fondamentales à leur imposition.

Par exemple les tourelles de canon, les têtes d'obus et d'engins considérables, les accélérations considérables, les sous-marins dont les tubes doivent vivre aussi longtemps

La technique des matériels a, en effet, pris une avance prodigieuse avec les radars, les multiplexes, la télévision, etc., mais le travail correspondants, qui se heurtent à leur imposition, anéantit par les défaillances des pièces détachées mal préparées aux conditions de fonctionnement extrême, mais qui sont fondamentales à leur imposition.

Par exemple les tourelles de canon, les têtes d'obus et d'engins considérables, les accélérations considérables, les sous-marins dont les tubes doivent vivre aussi longtemps

La technique des matériels a, en effet, pris une avance prodigieuse avec les radars, les multiplexes, la télévision, etc., mais le travail correspondants, qui se heurtent à leur imposition, anéantit par les défaillances des pièces détachées mal préparées aux conditions de fonctionnement extrême, mais qui sont fondamentales à leur imposition.

Par exemple les tourelles de canon, les têtes d'obus et d'engins considérables, les accélérations considérables, les sous-marins dont les tubes doivent vivre aussi longtemps

La technique des matériels a, en effet, pris une avance prodigieuse avec les radars, les multiplexes, la télévision, etc., mais le travail correspondants, qui se heurtent à leur imposition, anéantit par les défaillances des pièces détachées mal préparées aux conditions de fonctionnement extrême, mais qui sont fondamentales à leur imposition.

Par exemple les tourelles de canon, les têtes d'obus et d'engins considérables, les accélérations considérables, les sous-marins dont les tubes doivent vivre aussi longtemps

La technique des matériels a, en effet, pris une avance prodigieuse avec les radars, les multiplexes, la télévision, etc., mais le travail correspondants, qui se heurtent à leur imposition, anéantit par les défaillances des pièces détachées mal préparées aux conditions de fonctionnement extrême, mais qui sont fondamentales à leur imposition.

Par exemple les tourelles de canon, les têtes d'obus et d'engins considérables, les accélérations considérables, les sous-marins dont les tubes doivent vivre aussi longtemps

La technique des matériels a, en effet, pris une avance prodigieuse avec les radars, les multiplexes, la télévision, etc., mais le travail correspondants, qui se heurtent à leur imposition, anéantit par les défaillances des pièces détachées mal préparées aux conditions de fonctionnement extrême, mais qui sont fondamentales à leur imposition.

Par exemple les tourelles de canon, les têtes d'obus et d'engins considérables, les accélérations considérables, les sous-marins dont les tubes doivent vivre aussi longtemps

La technique des matériels a, en effet, pris une avance prodigieuse avec les radars, les multiplexes, la télévision, etc., mais le travail correspondants, qui se heurtent à leur imposition, anéantit par les défaillances des pièces détachées mal préparées aux conditions de fonctionnement extrême, mais qui sont fondamentales à leur imposition.

Par exemple les tourelles de canon, les têtes d'obus et d'engins considérables, les accélérations considérables, les sous-marins dont les tubes doivent vivre aussi longtemps

L'ÉLECTRONIQUE

PAR les transformations qu'elle apporte dans la transmission des informations et dans le degré d'intelligence des automatismes, l'Électronique, aux côtés de l'Aéronautique et de l'Atomistique, marque le début d'une nouvelle ère de l'humanité ; événement d'une importance capitale, comparable pour l'histoire du XX^e siècle, aux conséquences des grands conflits mondiaux, à l'apparition des systèmes économiques nouveaux, ou au réveil des nationalismes asiatique et africain. De cela, chercheurs et ingénieurs d'électroniciens sont partout, dans le monde, convaincus, et leur métier, en dépit des difficultés rencontrées chaque jour, leur apparaît comme une aventure passionnante offerte à leur énergie et à leur imagination de pionnier.

Tout comme les êtres vivants, les appareils électroniques ont des organes. Certaines pièces sont assimilables au squelette et aux membres ; d'autres se conduisent comme autant de cellules nerveuses, sensibles ou intelligentes. Celle-ci sont les plus intéressantes. Les phénomènes de perception, d'amplification jusqu'à un niveau d'énergie exploitable, d'enregistrement des informations pour les garder en mémoire et en assurer la restitution au bon moment et sous la forme convenable, viennent de connaître, au cours des trois dernières années, une série de progrès remarquables grâce à l'emploi de substances nouvelles étudiées dans les laboratoires de physico-chimie des électroniques.

Naturellement, les tubes à vide — analogues aux lampes de T. S. F. — jouaient déjà ce rôle de cellules nerveuses dans les « cerveaux électroniques » popularisés par la grande presse. Mais il s'agissait encore d'organes fragiles, encombrants, coûteux, d'habileté limitée, de durée de vie réduite, gros mangeurs d'énergie pour un faible travail.

Bien qu'encore loin du degré de perfection et de miniaturisation de la cellule vivante, les nouveaux éléments fabriqués à partir de matériaux jusqu'ici inexploités par l'homme marquent cependant une nouvelle étape par leur petitesse, leur rendement énergétique et la perfection de leur action.

Leur volume est, en effet, dix à cent fois plus réduit que celui des tubes à vide équivalents ; la consommation d'énergie est devenue la plus petite des cas d'application par le facteur vingt ; la durée de vie probable passe de quelques milliers d'heures à plus de cent mille ; leur pouvoir de travail intellectuel est amélioré.

Ainsi ont été développés des cellules sensibles à la lumière dont la partie active occupe une surface de l'ordre de grandeur de celle de la rétine des mammifères ; de minuscules anneaux de céramiques noires dont l'effet magnétique garde la mémoire des informations ; des « transistors » capables d'amplifier des niveaux de perfection infimes jusqu'à des valeurs de courants et de tensions électriques susceptibles d'actionner de puissants servo-mécanismes ; des éléments basculateurs pour la commutation. Les combinaisons de cellules élémentaires conduisent aux machines capables de résoudre des problèmes de mathématiques difficiles avec, dans quelques années, un volume de matériel analogue à celui d'une machine à écrire, transportables et alimentés sur pile de lampe de poche.

Le cerveau d'un animal inférieur comporte des dizaines de milliers de cellules ; de même le matériel électronique, à mesure que l'homme en exige davantage de sensibilité et d'intelligence, voit sa complexité s'accroître. L'électronicien retrouve alors une grande loi de la nature : les phénomènes sont d'autant plus parfaits que l'intervalle des températures d'exploitation est plus restreint ; c'est ainsi tendre à faire des matériels « à sang chaud », c'est-à-dire évoluant entre des températures extérieures aussi rapprochées que possible. Pour un tel dispositif, le problème n'est jamais l'échauffement ; la difficulté est de retirer les calories. Et l'électronicien trouve dans son arsenal de matériaux nouveaux ceux dits à effet Peltier, soit pour des calculs manuels, soit le passage d'un courant électrique refroidit à une extrémité, sans groupe compresseur ni fluide cycle ; il dispose aussi d'éléments thermo-sensibles » dont le sens du toucher mesure et contrôle la température.

Si les conquêtes de l'Électronique en matière de télécommunication sont assez bien connues du grand public (Radio-diffusion, Télévision, par exemple), les possibilités offertes par les robots lui sont moins familières. Ils sont, cependant, destinés à apporter des transformations sociales plus profondes par la suppression d'un certain nombre d'efforts musculaires ou

d'intelligence de routine que l'on demande aujourd'hui à la main d'œuvre et qui pourra être fait demain par des machines assurées par des systèmes électroniques. Ces machines étant, toutefois, très difficiles à concevoir, à construire et à régler, il est légitime d'espérer que, d'une part le total des richesses produites sera plus grand, et que d'autre part il y aura, dans un avenir assez proche, une demande proportionnellement beaucoup plus grande d'ingénieurs et de techniciens avec, corrélativement, une réduction de la proportion de manœuvres et d'ouvriers spécialisés.

Mais les interventions de l'Électronique ne s'arrêtent pas là ; les progrès de la physique théorique moderne permettent de prévoir le comportement des milieux solides semi-conducteurs ou diélectriques. On peut calculer, d'après le degré d'impuretés volontairement introduites dans certains corps comme le germanium, le silicium, les alliages antimoine-indium, le thallium de baryum, etc., la nature des charges électriques qui s'y engendrent et y vivent et se meuvent, leur nombre, leur comportement sous l'effet des interventions, leur énergie comme celles d'un champ électrique ou magnétique, d'une élévation de température, d'une exposition à la lumière. On parvient ainsi à une domestication de ces populations d'infiniment petits, d'électrons et de trains d'électrons.

On voit, alors, que bien d'autres applications sont possibles à l'électronique qu'à l'électronique d'aujourd'hui. On a parlé ci-dessus et, cette fois, on pénètre dans le domaine de la production et de la transformation de l'énergie.

Un exemple de ces transformations d'énergie — on dit de ces « transducteurs » — est donné par les céramiques piézoélectriques qui, lorsqu'elles sont excitées par un champ électrique sur ondes longues et moyennes, entrent en vibrations mécaniques et produisent des ultra-sons. On peut ainsi avec des dispositifs qui, en premier examen, semblent dépourvus de tout organe mobile, provoquer des agitations d'extrême énergie dans des liquides, phénomènes qui intéressent l'industrie des peintures et vernis, du nettoyage, des matières plastiques, etc.

Une autre application fort importante est la transformation directe de l'énergie solaire en électricité, dont M. P. Aguirre parlait récemment dans une conférence à l'Institut de physique des semi-conducteurs électroniques qui fournissent des solutions d'abord aperçues théoriquement et maintenant en cours de réalisation au stade du prototype industriel.

L'industrie électronique elle-même et son associé, l'électrochimie, bénéficie, également, des possibilités offertes par les substances nouvelles, et la transformation du courant continu en courant alternatif, en premier examen, semblent dépourvus de tout organe mobile, provoquer des agitations d'extrême énergie dans des liquides, phénomènes qui intéressent l'industrie des peintures et vernis, du nettoyage, des matières plastiques, etc.

Les matériaux électroniques jouent encore un grand rôle en atomistique comme détecteur et contrôleur de radiations. D'autre part, la technique de leur élaboration comme la science de leurs propriétés sont, tout à fait, analogues à celles des matériaux utilisés dans les réacteurs nucléaires. D'où l'intervention des techniciens des grandes Sociétés d'Électronique dans l'étude des conditions d'élaboration de métaux spéciaux comme le zirconium de très haute pureté dont l'avenir industriel est considérable.

Le France semble particulièrement bien placée pour traiter ces problèmes qui sont appelés à jouer un rôle décisif dans l'avenir de l'industrie électronique. Elle dispose d'une élite de physiciens et de théoriciens qui lui envie encore le monde entier ; sa main-d'œuvre intelligente, à tous les stades, est bien adaptée à ces industries nouvelles qui exigent un maximum de travail de l'esprit et davantage de transformations fines que de tonnages de matières premières ou de masse d'énergie.

Elle n'a encore aucun retard ; ses laboratoires ont, jusqu'ici, tenu le pas devant les besoins en interventions et en réalisations nécessaires à maintenir notre place dans cette course internationale au progrès.

Si, cependant, l'opinion publique ne prend pas conscience que les domaines scientifiques et techniques sont, aujourd'hui, les véritables territoires de conquête et que la puissance des laboratoires de l'Université, des grands Services techniques de l'État et de l'Industrie préparent, d'une manière décisive, le bien-être et la prospérité de la France, elle ne peut pas alors notre pays aura probablement perdu sa dernière chance de subsister comme grande nation.

Si, cependant, l'opinion publique ne prend pas conscience que les domaines scientifiques et techniques sont, aujourd'hui, les véritables territoires de conquête et que la puissance des laboratoires de l'Université, des grands Services techniques de l'État et de l'Industrie préparent, d'une manière décisive, le bien-être et la prospérité de la France, elle ne peut pas alors notre pays aura probablement perdu sa dernière chance de subsister comme grande nation.

Si, cependant, l'opinion publique ne prend pas conscience que les domaines scientifiques et techniques sont, aujourd'hui, les véritables territoires de conquête et que la puissance des laboratoires de l'Université, des grands Services techniques de l'État et de l'Industrie préparent, d'une manière décisive, le bien-être et la prospérité de la France, elle ne peut pas alors notre pays aura probablement perdu sa dernière chance de subsister comme grande nation.

Si, cependant, l'opinion publique ne prend pas conscience que les domaines scientifiques et techniques sont, aujourd'hui, les véritables territoires de conquête et que la puissance des laboratoires de l'Université, des grands Services techniques de l'État et de l'Industrie préparent, d'une manière décisive, le bien-être et la prospérité de la France, elle ne peut pas alors notre pays aura probablement perdu sa dernière chance de subsister comme grande nation.

Si, cependant, l'opinion publique ne prend pas conscience que les domaines scientifiques et techniques sont, aujourd'hui, les véritables territoires de conquête et que la puissance des laboratoires de l'Université, des grands Services techniques de l'État et de l'Industrie préparent, d'une manière décisive, le bien-être et la prospérité de la France, elle ne peut pas alors notre pays aura probablement perdu sa dernière chance de subsister comme grande nation.

Si, cependant, l'opinion publique ne prend pas conscience que les domaines scientifiques et techniques sont, aujourd'hui, les véritables territoires de conquête et que la puissance des laboratoires de l'Université, des grands Services techniques de l'État et de l'Industrie préparent, d'une manière décisive, le bien-être et la prospérité de la France, elle ne peut pas alors notre pays aura probablement perdu sa dernière chance de subsister comme grande nation.

Si, cependant, l'opinion publique ne prend pas conscience que les domaines scientifiques et techniques sont, aujourd'hui, les véritables territoires de conquête et que la puissance des laboratoires de l'Université, des grands Services techniques de l'État et de l'Industrie préparent, d'une manière décisive, le bien-être et la prospérité de la France, elle ne peut pas alors notre pays aura probablement perdu sa dernière chance de subsister comme grande nation.

Si, cependant, l'opinion publique ne prend pas conscience que les domaines scientifiques et techniques sont, aujourd'hui, les véritables territoires de conquête et que la puissance des laboratoires de l'Université, des grands Services techniques de l'État et de l'Industrie préparent, d'une manière décisive, le bien-être et la prospérité de la France, elle ne peut pas alors notre pays aura probablement perdu sa dernière chance de subsister comme grande nation.

Si, cependant, l'opinion publique ne prend pas conscience que les domaines scientifiques et techniques sont, aujourd'hui, les véritables territoires de conquête et que la puissance des laboratoires de l'Université, des grands Services techniques de l'État et de l'Industrie préparent, d'une manière décisive, le bien-être et la prospérité de la France, elle ne peut pas alors notre pays aura probablement perdu sa dernière chance de subsister comme grande nation.

Si, cependant, l'opinion publique ne prend pas conscience que les domaines scientifiques et techniques sont, aujourd'hui, les véritables territoires

LA VIE CONFÉDÉRALE - Le Syndicalisme chrétien et l'Algérie

Importantes décisions confédérales

RÉSOLUTION

Le Conseil Confédéral de la C.F.T.C., réuni à Paris les 15 et 16 septembre 1956, après avoir pris connaissance du compte rendu de l'entrevue du B.C. avec le Président du Conseil et procédé à un large examen de la situation des travailleurs,

CONSIDÉRANT l'inefficacité de la politique actuelle du Gouvernement en matière de prix, sa faiblesse devant les spéculations, ce qui réduit le pouvoir d'achat des travailleurs alors que sa politique financière demeure favorable aux détenteurs de gros capitaux.

DEMANDE au Gouvernement d'entreprendre une lutte efficace contre la spéculation, une utilisation de tous les moyens dont il dispose de direction du crédit pour empêcher la constitution de stocks et une répression de toute infraction à la réglementation des prix.

CONSIDÉRANT d'autre part et compte tenu de l'amélioration constante de la production industrielle et du fait que, depuis avril 1955, la rémunération horaire de nombreux travailleurs est restée fixée au minimum, soit 126 francs de l'heure pour Paris,

Le Conseil Confédéral,

ESTIME que la C.F.T.C. doit centrer son action sur le relèvement du pouvoir d'achat des travailleurs les plus défavorisés et des familles de salariés,

RAPPELLE à ce sujet que la C.F.T.C. n'a cessé de réclamer que le S.M.I.G. soit porté au niveau calculé par la Commission Supérieure des Conventions Collectives et qu'il ait un caractère national et interprofessionnel,

Et DECIDE de demander au Gouvernement d'engager une large confrontation avec les organisations syndicales,

D'une part, en réunissant la Commission Supérieure des Conventions Collectives,

D'autre part, en acceptant les discussions directes avec les centrales ouvrières.

Le Conseil Confédéral précise que cette confrontation devra porter sur un examen approfondi et contradictoire de tous les aspects de la politique sociale et économique du Gouvernement.

Et aboutir à un relèvement du S.M.I.G. et des prestations familiales au niveau qui permet aujourd'hui le développement de la production nationale et obtenir la mise en œuvre des réformes de

structure préconisées par la C.F.T.C. :

- Création d'un fonds de garantie du salaire minimum mensuel garanti,
- Assurance chômage,
- Protection des délégués du personnel, délégués syndicaux, membres de comités d'entreprise,
- Réforme du financement de la Sécurité sociale et des prestations familiales,
- Participation syndicale ouvrière aux organismes traitant d'économie régionale,
- Comités industriels de contrôle,
- Réforme fiscale,
- Réforme commerciale (gares, marchés nationaux et régionaux).

Le Conseil Confédéral et le Comité National, dans leurs sessions d'octobre 1956, prendront connaissance des résultats obtenus à cette époque et en tireront les conclusions utiles.

Le Conseil Confédéral exprime l'espoir que le Gouvernement, dans la crise de Suez, saura mener, en liaison avec les Etats intéressés et les organismes internationaux compétents, une politique conciliant la défense des légitimes intérêts de la Nation avec la sauvegarde de la Paix du Monde.

Dans un discours prononcé lors de la récente session de la Conférence Internationale du Travail, à Genève, M. Gaston Tessier, Président de la Confédération Internationale des Syndicats Chrétiens, Président honoraire de la C.F.T.C., a fait notamment la déclaration suivante :

« Nous gardons le ferme espoir que l'Algérie, par la proximité de la Métropole et par le fait d'une longue cohabitation, habituellement paisible entre deux communautés ethniques, donnera bientôt le spectacle d'une association de forme nouvelle, pour des tâches constructives profitables à tous les éléments en cause. »

L'Union Algérienne de la C.F.T.C. pour sa part, a conservé les adhérents musulmans auxquels, depuis 35 ans, ses rangs ont été ouverts et qui, en certains endroits, atteignent 50 % des effectifs ; les quelques rares défections qui se sont produites, sous l'effet de la contrainte, ont été amplement compensées par l'adhésion de syndicats soit nouvellement constitués, soit détachés d'autres Organisations, et qui contiennent un nombre appréciable de travailleurs musulmans.

Cette fidélité ne va pas sans risques graves : Baghadi Lindoulsi Hadj, vice-président de l'Union départementale de la C.F.T.C. à Bone, musulman, père de huit enfants, a été assassiné, le 28 juin dernier, de deux coups de revolver.

La C.F.T.C. a toujours observé avec attention les événements d'Algérie ; elle a envoyé sur place plusieurs missions d'enquête, dont la dernière, il y a six semaines, fut confiée à M. Gaston Tessier.

Le Syndicalisme Chrétien estime que, sans sortir du terrain qui lui est propre, il peut et doit contribuer par la parole, l'exemple et l'action, à l'œuvre de pacification indispensable ; encore faut-il que soit mis un terme au reflux de barbarie, au déferle-

ment de férocité, que soient garanties les possibilités normales de sécurité et qu'un plan valable de réforme soit mis en place.

Après la catastrophe de Marcinelle

Dès que la nouvelle de la catastrophe de Marcinelle a été connue, le Secrétaire général de la C.F.T.C. a envoyé le télégramme suivant :

8 août 1956.

« Confédération Française Travailleurs Chrétiens vivement émue catastrophe minière s'incline devant travailleurs victimes du devoir - Stop - Vous prie transmettre condoléances attristées aux familles et à Fédération Mineurs. »

LEVAR, Secrétaire général.

La Fédération des Mineurs C.F.T.C. a lancé une souscription dans ces termes :

« Après la catastrophe qui vient de frapper nos camarades mineurs belges, la Fédération des Mineurs C.F.T.C. a fait parvenir la somme de 100.000 fr. à la Centrale des Francs Mineurs de Belgique, afin de venir en aide aux familles des victimes. »

« Elle adresse en même temps une circulaire à tous ses Syndicats pour leur demander de participer à l'élan de solidarité qui anime actuellement les mineurs français. »

« Si la Confédération ou les Fédérations désirent se joindre à ce mouvement, elles peuvent faire parvenir leur contribution, soit directement à la Centrale des Francs Mineurs de Belgique, 36, rue Montoyer à Bruxelles, soit à la Fédération des Mineurs C.F.T.C. : C.C.P. 123-42 à Lille, qui transmettra en leur nom, soit encore au bureau 207, 26, rue de Montholon, Paris (9^e).

La Confédération Africaine des Travailleurs Croyants (C.A.T.C.) est née

Il y a déjà longtemps que la C.F.T.C. a créé des syndicats en Afrique, non seulement en Afrique du Nord, mais aussi en A.E.F. et en A.O.F. Parmi ces syndicats très vivants — où les non-catholiques ne se trouvaient pas dépayés au sein de notre Confédération — l'Union fédérale C.F.T.C. d'A.O.F.-Togo a décidé de se transformer en Confédération Africaine des Travailleurs Croyants (C.A.T.C.), affiliée à la Confédération Internationale des Syndicats Chrétiens (C.I.S.C.) et au Conseil des Organisations Syndicales d'Union Française.

En rappelant l'existence des actives confédérations malgache, camerounaise, etc., on peut constater que l'Union Française se manifeste dans une belle vitalité syndicale.

Le Congrès de l'Union Fédérale d'A.O.F.-Togo, comprenant les Unions territoriales de Mauritanie, du Sénégal, du Soudan, de Guinée, de Haute-Volta, de Côte-d'Ivoire, du Niger, du Dahomey et du Togo, s'est tenu à Ouagadougou (Haute-Volta), du 8 au 15 juillet.

Les deux premières journées furent consacrées à l'étude des rapports moraux et financiers. Les débats furent vivants, parfois passionnés, dans une atmosphère de fraternité que tous les délégués tinrent à souligner dans leurs interventions.

Le Bureau fédéral comprend des représentants de : Guinée, Togo, Haute-Volta, Dahomey, Niger, Mauritanie, Sénégal, Soudan et Côte-d'Ivoire.

Gérard Espéret et Gaston Ciceron apportèrent le salut de l'Internationale et de la C.F.T.C.

Le congrès de Ouagadougou est une réussite et il constitue une date historique importante pour l'Afrique.

Une Confédération nouvelle est née. Avec la Confédération malgache et la Confédération camerounaise, auxquelles s'apprêtent à se joindre l'A.E.F. et les organisations du Pacifique, elle constituera aux côtés de la C.F.T.C. le Conseil des Organisations syndicales d'Union Française, permettant une coordination dans l'action, l'information et la formation.

Il reste beaucoup de travail à nos camarades d'A.O.F., mais leur jeunesse, leur compétence, leur courage et leur valeur militante en viendront à bout.

Nous saluons la naissance de la C.A.T.C. à laquelle nous souhaitons longue vie et prospérité, et à laquelle nous redisons notre solidarité.

Les positions de la nouvelle Confédération africaine devant le problème de l'organisation économique et sociale

La Confédération, reconnaissant la valeur éminente de l'homme qui tient à sa destinée de créature de Dieu, se réclame et s'inspire dans son action des principes qui en découlent dans les relations humaines et sociales. Les positions qu'elle prend devant les problèmes de l'organisation économique et sociale, avec le souci de la prospérité du pays, sont donc dictées par la préoccupation de préparer le triomphe d'un idéal de paix en faisant prévaloir l'esprit de fraternité et les exigences de la justice.

Elle estime que l'homme est l'élément essentiel de la production dont il est à la fois la cause et le but. Il importe donc que les conditions mêmes de la production permettent le développement normal de la personnalité humaine par la juste satisfaction des besoins matériels, intellectuels et moraux, dans l'ordre individuel, familial et social.

Elle entend accomplir ces transformations, non par la lutte des classes systématique, mais par une organisation économique conçue de telle manière que la dignité et l'indépendance des travailleurs et de leurs groupements y soient intégralement respectées.

La Confédération entend poursuivre par tous les moyens légitimes, auprès des organismes politiques et économiques, nationaux et internationaux, l'aboutissement de ses justes revendications. Elle déclare que les pouvoirs publics doivent reconnaître et réserver la plus large place à la représentation des intérêts professionnels et économiques

et associer le syndicalisme ouvrier à la politique économique de l'Afrique ; mais elle estime que, pour le bon ordre de la vie publique, les organisations syndicales doivent distinguer leurs responsabilités de celles des groupements politiques et elle entend garder à son action une entière indépendance à l'égard de l'Etat, des gouvernements et des partis.

BORNANT strictement son action à la défense et à la représentation des intérêts généraux du travail, la Centrale assume la pleine responsabilité de cette action, qu'elle détermine indépendamment de tout groupement extérieur, politique ou religieux.

La Confédération proclame que les relations entre les peuples ne sauraient dépendre de la violence ni être dominées par la haine.

Elle affirme que s'il ne lui appartient pas en tant qu'organisation syndicale de promouvoir directement des réformes politiques, tout doit être mis en œuvre pour que les structures garantissant les libertés et les droits fondamentaux de la personne, en lui permettant l'exercice réel de ses responsabilités.

Elle souligne qu'une libération politique qui ne comporterait pas une autonomie économique et une promotion sociale des autochtones ne serait qu'une duperie.

Elle condamne les formes d'économie mercantiles ou impérialistes et particulièrement l'économie dite de traite qui

Colonialisme... nouvelle forme

NOUS avons relaté, à différentes reprises, les efforts tentés par le Syndicalisme chrétien pour s'implanter dans les différents territoires du Monde.

Après les progrès réalisés par la C.F.T.C. dans les Territoires de l'Union Française, nous avons assisté à la reconstitution de la Confédération allemande.

Par ailleurs, la C.I.S.C. travaille activement à s'implanter dans les Pays d'Amérique du Sud. Elle se heurte en cela aux manœuvres de la C.I.S.L. dont on appréciera la nature.

Il existe au Chili une Fédération nationale des Employés de Commerce et de l'Industrie qui compte 15.000 membres environ, mais elle influence 60.000 à 70.000 employés sur les 80.000 que compte le Chili. Cette Fédération, dans le but de développer le syndicalisme chez les travailleurs, a pris l'initiative, en mai dernier, de se constituer en Confédération. Le Congrès a élu un Bureau national comportant une importante majorité de dirigeants chrétiens ; il a approuvé une déclaration de principes profondément marquée des principes sociaux chrétiens et a décidé de s'affilier à une Organisation internationale.

Dès que cette décision fut connue, les attachés des Ambassades américaine et anglaise, ceux des Ambassades des Pays d'Amérique latine dépendant des Etats-Unis, ainsi que les dirigeants de la Confédération Internationale des Syndicats Libres (C.I.S.L.) ont multiplié les démarches et pressions pour faire valoir les avantages d'une affiliation à la C.I.S.L. Cette dernière est décidée à avoir la mainmise sur le Chili, où le syndicalisme est le mieux organisé et servira d'exemple pour les autres pays. A cette fin, elle dispose pour la nouvelle Confédération d'un fonds d'aide qui s'élève actuellement à 150.000 dollars et sera porté à la fin de l'année à 300.000 dollars (120 millions). Elle affirme aux intéressés pouvoir résoudre (financer) tous les problèmes matériels d'organisation.

L'un des leaders du Syndicalisme Chrétien a pu être informé que la C.I.S.L., soutenue par les U.S.A. et la Grande-Bretagne, fait un effort considérable pour étendre sa mainmise sur tous les travailleurs sud-américains, pour des raisons essentiellement politiques.

Telles sont les informations qui ont été données au Comité International d'Amsterdam.

Lorsqu'on connaît l'emprise de l'industrie américaine sur les richesses naturelles de ces Pays et les moyens financiers dont elle dispose, comment ne pas faire un parallèle entre les méthodes capitalistes et celles des syndicalistes américains. Et ce sont les Français qu'ils accusent de colonialisme...

réduit les peuples d'Afrique au rôle de fournisseurs de matières premières et de consommateurs forcés des produits inutiles, voire nuisibles — manufacturés dans les métropoles.

Elle considère que la mise en valeur des territoires peu développés doit être encouragée pour le bien de toute la communauté humaine, la terre et ses richesses ayant été faites par Dieu pour tous les peuples qui constituent cette communauté. Toutefois, cette mise en valeur doit — en excluant évidemment toute exploitation d'un peuple par un autre — bénéficier, en premier lieu, aux habitants de ces territoires.

LA Confédération déclare que :

1° La politique économique dans les territoires d'Afrique doit avoir comme objectif primordial l'organisation des marchés intérieurs par le développement équilibré des cultures vivrières, des cultures d'exportation, de l'exploitation du sous-sol, la création d'industries manufacturières et locales, de manière à assurer à l'ensemble de la population des territoires la satisfaction de leurs besoins normaux et un niveau de vie décent ;

2° La politique sociale doit réaliser des conditions de rémunération, de travail et de sécurité sociale assurant aux travailleurs africains la dignité d'existence et l'épanouissement libre et harmonieux de leur personnalité.

(Préambule adopté à l'unanimité.)

- L'ACTIVITÉ PROFESSIONNELLE -

Nouvelles Conventions collectives

INDUSTRIES DU BOIS

Dans « Cadres et Profession » de juin nous annonçons que les Conventions collectives nationales :

- PANNEAUX CONTREPLAQUES ;
- MENUISERIE EN SERIE ;
- TRANCHAGE

étaient terminées et en cours de signatures. Elles sont maintenant en application avec effet de février dernier.

Elles prévoient une PERIODE D'ESSAI de 3 mois et un préavis pendant cette durée pour le cas où les parties ne pourraient pas s'entendre.

L'ENGAGEMENT doit être effectué par écrit.

Pour les cadres en fonction au moment de la parution de la Convention, notification doit leur être faite de leur position.

MALADIES ET ACCIDENTS

DU TRAVAIL :

Les appointements sont payés après un an de présence à raison de :

- Pendant les trois premiers mois à plein tarif ;
- A 50 % du traitement les trois mois suivants.

Chacune de ces périodes est augmentée d'un mois par 5 années de présence avec maximum de six mois pour chacune d'elles.

CONGES PAYES :

Sont la reproduction de la loi. Cette clause est à revoir.

PREAVIS :

Sa durée est liée à l'ancienneté dans l'entreprise et fixée à :

- Au cours de la 1^{re} année : 1 mois.
- Au cours de la 2^e année : 2 mois.
- Au cours de la 3^e année : 3 mois.

INDEMNITES DE LICENCIEMENT :
Après 3 ans d'ancienneté 4/10^e de mois par année d'ancienneté comme cadre avec plafond de 12 mois.

Si un cadre acceptait un poste moins rémunéré et était licencié ensuite, la Convention protège son temps passé en qualité de cadre.

Si un cadre est licencié entre 60 et 65 ans l'employeur est tenu de lui verser l'indemnité de licenciement qu'il aurait acquise à l'âge de 65 ans à condition qu'il ait plus de 20 ans de présence dans l'entreprise.

Si un cadre part volontairement entre 60 et 65 ans, à condition d'avoir plus de 25 ans d'ancienneté, il reçoit une indemnité égale à 50 % de son indemnité de licenciement.

INDEMNITE

DE DEPART EN RETRAITE :

Elle sera due à condition d'avoir 25 ans d'ancienneté dont 15 ans comme cadre. Son montant sera coté par l'importance de la cotisation retraite cadres à raison de :

- Pour une cotisation retraite de 8 % : 50 % de l'indemnité de congédiement ;
- Pour une cotisation retraite comprise entre 8 et 16 % : 35 % de l'indemnité de congédiement ;
- Pour une cotisation retraite de 16 % : 25 % de l'indemnité de congédiement.

CLASSIFICATIONS :

Ce sont celles légèrement retouchées des arrêtés Parodi, mais sans coefficients. Il n'a pas été possible de les faire figurer dans la Convention.

BAREME DE SALAIRES :

Le point salaire a été fixé à 200 francs bien que les coefficients ne figurent pas, mais les appointements des positions ressortent comme s'ils existaient. C'est ainsi que pour la position 3 A il est indiqué 80.000.

Nous avons donné ci-dessus les principales dispositions de ces Conventions. Il est bien entendu qu'elles en contiennent plusieurs autres comme les déplacements que nous n'avons pas cru devoir reproduire.

Elles sont en cours d'impression. Il est bien entendu que nous les tiendrons à la disposition de nos adhérents dès que nous les aurons reçues.

CABINETS DES ADMINISTRATEURS DE BIENS

GÉRANCE MOBILIÈRE ET IMMOBILIÈRE

En juillet dernier, la Convention Collective Nationale pour le personnel des CABINETS DES ADMINISTRATEURS DE BIENS, SYNDICS DE COPROPRIÉTÉ, (GERANCES MOBILIÈRE ET IMMOBILIÈRE, SOCIÉTÉS DE GERANCE) et des SOCIÉTÉS IMMOBILIÈRES a été signée.

Elle s'applique tout à la fois aux employés et aux cadres. Sont compris dans cette position :

| | |
|--|-----|
| — L'Inspecteur de travaux 2 ^e échelon | 310 |
| — Principal de Cabinet de Gérance ou Gérant d'un groupe d'immeubles dans une Société immobilière | 340 |
| — Principal de Contentieux ou Chef de Contentieux | 360 |
| — Chef Comptable | 400 |
| — Chef du service des Contentieux | 450 |

La période d'essai est de trois mois, ainsi que le préavis.

A l'expiration de la période d'essai, une lettre d'engagement doit être établie précisant :

- Les fonctions de l'intéressé ;
- La classification de son coefficient ;
- Le montant de ses appointements ainsi que les autres avantages dont il bénéficie.

Les modifications apportées à la classification professionnelle feront l'objet d'une notification qui définira les mêmes points que la lettre d'engagement.

INDEMNITE DE LICENCIEMENT

Une indemnité de licenciement prévoit que les salariés congédiés ayant trois ans de présence bénéficieront de 1/4 de mois de traitement par année de service depuis l'entrée dans l'entreprise.

CONGES PAYES

C'est l'application stricte de la loi, il n'a pas été possible de l'améliorer.

MALADIE

Les appointements des intéressés leur seront assurés pendant leur maladie dans les limites suivantes :

- De 1 à 5 ans de présence : 1 mois à plein traitement ;
- De 5 à 10 ans de présence : 2 mois à plein traitement ;
- Au-dessus de 10 ans de présence : 3 mois à plein traitement.

BATIMENT - TRAVAUX PUBLICS

Les Ingénieurs, Assimilés et Cadres des branches professionnelles Bâtiment et Travaux publics ont enfin les conventions collectives qu'ils ont espérées depuis si longtemps. Alors que seuls quelques départements avaient vu en 1936-1937 des conventions « employés » s'étendant à quelques postes d'ingénieurs et de cadres, nous avons maintenant des conventions nationales I.A.C. fixant les conditions générales minima et les appointements minima.

Il a fallu plus de 7 ans pour arriver à ce résultat et il serait bien fastidieux de rappeler le nombre de réunions, de démarches, de discussions, de projets, de contre-projets pour atteindre ce but.

POUR LES CLAUSES GÉNÉRALES, les conventions sont :

TRAVAUX PUBLICS :

— Convention collective nationale du 31 août 1955 concernant les ingénieurs, assimilés et cadres, employés dans les entreprises de travaux publics ; avec son avenant n° 1 du 21 juin 1956.

BATIMENT :

— Convention collective nationale du 23 juillet 1956 des ingénieurs, assimilés et cadres du bâtiment. Les deux conventions diffèrent très peu l'une de l'autre comme nous l'avons montré dans les éditions spéciales de « L'Information des Cadres », et il est possible qu'ultérieurement on les fonde en un seul texte.

Pour les CLAUSES DE SALAIRES ET DE CLASSIFICATION BATIMENT ET TRAVAUX PUBLICS (convention unique).

— Convention collective nationale du 30 avril 1951, et ses avenants n° 1 du 12 octobre 1951 et n° 2 du 21 juin 1956.

Sans doute ces textes demandent-ils parfois à être améliorés, ce sera notre tâche et notre but dès maintenant. Mais, dès maintenant, nous pensons que nos amis ont eu raison de nous faire confiance dans les démarches passées car, malgré certaines attaques — mais seuls ceux qui n'agissent pas sont à l'abri de critiques —, nous pensons que notre organisation a obtenu les meilleures conditions qu'il était possible d'avoir, compte tenu des circonstances. Elle a œuvré pour le bien de tous et continuera à le faire pour l'amélioration des conditions de travail dans notre profession.

R. T.

CONFECTION MASCULINE CIVILE

Une Convention collective pour le personnel des entreprises de CONFECTION MASCULINE (vêtements en drap et en toile) et de CONFECTION DE VÊTEMENTS IMPERMEABLES (caoutchoutés, imperméabilisés, plastiques, vêtements de cuir), a été signée le 10 juillet 1956 applicable à dater du 1^{er} juillet. Son champ d'application est limité à la REGION PARISIENNE constituée par les départements de la Seine, Seine-et-Oise, Seine-et-Marne, Oise, Marne. Il n'a pas été possible d'obtenir une Convention collective nationale ; nous avons accepté de réaliser une Convention régionale parisienne avec l'espoir qu'elle servirait de modèle aux autres régions.

Elle comprend des clauses générales qui s'appliquent à tous les personnels et celles particulières aux ouvriers. Elle prévoit des annexes pour les agents de maîtrise et les cadres. Celles-ci ne sont pas encore discutées, nous espérons pouvoir commencer incessamment.

Nous tiendrons nos adhérents au courant des résultats que nous obtiendrons.

LOURDES CHRYSTAL Hôtel, 16, r. Basse, à 5 m. grotte, cuis. bourgeoise, t. confort ex. modères.

ELECTIONS PROFESSIONNELLES COMPAGNIES DE NAVIGATION - PERSONNEL NAVIGANT

COMITÉS D'ENTREPRISES

ESSO-STANDARD Renouvellement du Comité d'Etablissement

RESULTAT D'ELECTION

Dépouillement du 23 mai

TITULAIRES. — Sont élus :
MM.
Albertini Maurice (C.F.T.C.) 60
Tosser Yves (C.G.T.) 57

SUPPLEANTS. — Sont élus :
C.G.T.

MM.
Valliergue Jean 64
Nic Louis 64
Le Père François 62

C.F.T.C.
MM.
Colas Henri 46
Jaquier René 44
Ollivier Léonard 44

AUXILIAIRE DE NAVIGATION

Inscrits 114
Exprimés 102

TITULAIRES. — Sont élus :
MM.
Langeron (C.G.T.) 63
Furic (C.F.T.C.) 39

SUPPLEANTS. — Sont élus :
C.G.T.

MM.
Rochateau 70
Guth 58
Bonpar 61
Le Bigot 59

C.F.T.C.
MM.
Janin 30
Polonny 30

SUCRE

Comme nous l'avions annoncé, la Convention cadres des Sucreries a, effectivement, été signée le 28 juin, à l'exception de salaires.

En effet, ce même jour était discutée la base hiérarchique des salaires. Le patronat annonça aux délégations de salariés qu'il avait fixé cette base à 104 fr. de l'heure, en remplacement des 100 fr. conventionnels, qu'il ne lui était pas possible d'aller au-delà et qu'il n'accepterait pas de contreproposition.

Les représentants des ouvriers et des employés refusèrent nettement cette proposition, ceux des cadres réservèrent leur position. Pour ces derniers la situation était délicate car la convention prévoit que leurs appointements sont calculés sur 15 mois, pour tenir compte du travail presque continu pour eux pendant les 4 mois de campagne.

Le litige étant ouvert, les organisations syndicales demandèrent

la convocation de la commission nationale de conciliation. Celle-ci se réunit le 30 août et, après avoir entendu les parties, proposa de fixer la base hiérarchique à 107 fr. de l'heure. Elle fut acceptée. De ce fait, l'augmentation conventionnelle est donc de 7 %.

Pour les cadres, le point salaires passe donc sur la base de 40 heures de 173 fr. 33 à 185 fr. 46 et sur la base de 15 mois = 15/12 de 216 fr. 66 à 231 fr. 82.

Ce qui donne pour un coefficient 400 :

APPOINTEMENTS MENSUELS

| | | |
|----------------------|--------|--------|
| Base hiérarchique... | 100 | 107 |
| Pour 40 heures | 69.333 | 74.185 |
| Base de 15 mois | | |
| (15/12) | 86.665 | 92.730 |

pour la région parisienne ; les abattements pour les autres régions ne pouvaient excéder 6,67 %.

Dès que la convention sera imprimée, elle sera envoyée à nos adhérents.

TECHNICIENS et CADRES DE LA PHOTOGRAPHIE

La Fédération se préoccupe actuellement de l'état de cette industrie en France ainsi que de la situation de son personnel.

Une convention collective sera prochainement discutée. A cet effet nous prions tous les professionnels de cette branche d'activité de se faire connaître au secrétariat de la Fédération.

IMPORTATION CHARBONNIÈRE

Le 2 juillet a été signé un avenant à la Convention nationale qui modifie les deux premiers alinéas de l'article 6 A dont la nouvelle rédaction est :

« En cas de vacances ou de création de postes, l'employeur fera appel, par priorité, soit aux Cadres licenciés pour manque de travail ou suppression de postes, soit aux collaborateurs occupant dans l'établissement une fonction similaire ou inférieure, qu'ils estimeraient aptes à occuper ces postes.

« Les Cadres licenciés... »
(La suite sans changement.)

De même l'article 9 dont le quatrième alinéa a été complété par le mot cadre dans la phrase suivante : « Un cadre qui ne subirait pas de changement de fonction au cours de son emploi de CADRE dans l'entreprise... » Dans la rédaction précédente le mot cadre n'existait pas, en l'incluant on donne son véritable sens à la phrase.

La question des salaires n'a pu être agitée lors de la Commission de ce 2 juillet, nous espérons pouvoir le faire prochainement.

BANQUE

Les Organisations syndicales ont été reçues le 14 septembre par un membre du Cabinet du ministre du Travail au sujet de la durée hebdomadaire du travail dans les Banques. L'Association Professionnelle des Banques avait communiqué au Cabinet du ministre des Finances une contre-proposition envisageant la réduction de l'effectif travaillant le samedi dans les services d'exploitation à 50 % du personnel, un minimum de quatre employés assurant la sécurité du guichet et le personnel des Services administratifs ne travaillant que cinq jours par semaine.

Les représentants des Organisations syndicales ont exposé au représentant du ministre du Travail qu'ils ne pouvaient modifier leur point de vue quant à la répartition du travail dans les Banques conformément au texte du décret du 31 mars 1937. D'autre part, étant de bonne foi, ils ne pouvaient prendre un engagement pour l'avenir tel que le demandait l'A.B.P. Quant à la proposition de cette Organisation, les représentants des Organisations syndicales ont indiqué qu'ils en prendraient acte, laissant à l'A.B.P. le soin de prendre la décision de l'appliquer, mais attirant l'attention des ministères sur la nécessité de réduire le samedi les tâches matérielles confiées au personnel.

En outre, notre représentant a fait préciser par son interlocuteur la position du ministre des Finances exposée par le Cabinet de M. Ramadier, lequel souhaite l'ouverture des guichets le samedi pour permettre les dépôts et les retraites d'espèces dans les Banques.

A. D.

Un cours sur la gestion des entreprises et le contrôle budgétaire

Les ingénieurs et les cadres sont informés qu'un cours sur la gestion des entreprises et le contrôle budgétaire susceptible de les intéresser au plus haut point est organisé par l'Union des Syndicats Chrétiens de la Région Parisienne à partir du lundi 1^{er} octobre.

Indépendamment de ce cours, rappelons que l'Union des Syndicats Chrétiens de la Région Parisienne patronne depuis de nombreuses années des cours de comptabilité (C.A.P. et brevet comptable), mathématiques financières, droit civil et commercial et fiscal, plan comptable et langues étrangères, traités par d'éminents professeurs.

Ceux de nos collègues qu'intéressent ces cours devront soit écrire, soit s'adresser au service des cours, bureau 220, 26, rue de Montholon.

Un programme détaillé sera mis à leur disposition.

Fédération Internationale des Cadres, Employés et V.R.P.

Le 18^e Comité de la Fédération Internationale des Cadres, Employés et V. R. P. s'est tenu à Amsterdam les 7 et 8 septembre.

On sait que cette Organisation est l'une des Fédérations professionnelles de la C. I. S. C. Elle groupe les différentes Fédérations d'Employés, de Techniciens, de Cadres et de V. R. P. affiliées aux Centrales nationales chrétiennes.

Grouvant près de 200 délégués, ce Comité a enregistré la place de plus en plus importante des travailleurs intellectuels dans l'économie moderne.

Trois Commissions spécialisées ont examiné les problèmes particuliers des Cadres, des V. R. P. et du travail féminin.

La Commission des Cadres a constaté le développement du mouvement syndical des Cadres dans les différents pays. Il s'est félicité, notamment, de la tenue du premier Congrès du Groupe-

ment Professionnel des Cadres en Belgique. La Commission a étudié les positions à prendre en vue de la 4^e Session de la Commission Internationale des Travailleurs Intellectuels qui doit se tenir, en décembre, à Genève.

Le Comité a entendu en séance plénière un important rapport sur l'automatisation présenté par M. Kabesch, Secrétaire général de la fraction chrétienne des Employés d'Autriche et faisant le point de la situation dans les différents pays.

Il a procédé à l'affiliation de trois nouvelles Organisations : le Syndicat des Cadres, Ingénieurs et Agents de Maîtrise de Madagascar, une Fédération d'Employés du Venezuela et une Fédération du Chili.

Il s'est terminé par une magnifique réception offerte par les Syndicats hollandais. Nous donnerons le compte rendu de ces travaux et le texte des motions adoptées dans notre prochain numéro.

Réflexions sur la doctrine par référence à l'histoire

(Suite de la première page.)

EXTRAIT de L'EGLISE DES TEMPS BARBARES

(Les Grandes Etudes Historiques, Librairie Arthème Fayard)

par DANIEL-ROPS, de l'Académie Française

Dans un chapitre intitulé « LE COMBAT POUR LE CHRIST », page 362, l'auteur expose les efforts de l'Eglise au cours des premiers siècles consécutifs à la chute de l'Empire romain tendant à humaniser les us et coutumes. C'est dans le cadre de cette action qu'il expose l'attitude de l'Eglise face au problème de l'esclavage. Voici le passage qu'il consacre à cette importante question.

J. E. D.

... Cette immense protection que l'Eglise cherchait à étendre sur la faiblesse, les plus misérables créatures de la société, les ESCLAVES, en furent aussi les bénéficiaires. Sur ce sujet, l'attitude chrétienne doit être bien précisée. D'une part, depuis que la Bonne Nouvelle a été annoncée au monde, il n'y a plus, essentiellement, « ni esclave ni homme libre », comme avait dit saint Paul ; sous le regard de Dieu tous les hommes sont égaux ; d'où cette véritable révolution de la fraternité qui s'était produite aux premiers temps de l'Eglise, associant maîtres et esclaves dans la même communauté, révolution dont on avait pu mesurer l'importance le jour où l'ancien esclave Callixte était devenu Pape ! Mais, d'autre part, l'Eglise ne condamnait pas l'esclavage en tant que principe ; la suppression de cette institution, dans le régime économique du temps, était aussi impensable que peut paraître, aujourd'hui, à un bourgeois capitaliste, la suppression du travail prolétarien. L'esclavage paraissait à l'Eglise une des conséquences de l'état de péché où se débat l'humanité depuis la faute originelle, à tel point qu'elle acceptait même qu'un coupable (le ravisseur d'une vierge) fût asservi par ceux qu'il avait lésés. L'attitude de l'Eglise envers l'esclavage s'expliquait à la fois par ces deux principes.

Elle s'efforçait donc d'améliorer la situation des esclaves ; c'était même un de ses soucis les plus constants, si l'on en juge au nombre énorme de conciles qui consacrèrent quelques canons à cette entreprise. Le commerce de la marchandise servile fut contrôlé : par exemple, on interdit de vendre un esclave chrétien au-delà des frontières, ou à un juif. Les mariages entre esclaves furent parfaitement reconnus et bénis. Un homme qui prenait pour concubine une esclave devait (en principe...) l'épouser ; en tout cas, la différence de conditions ne pouvait mettre obstacle au mariage. Les conciles d'Orange (441), Arles (452), Agde (506), Orléans (541), Mâcon (585), Paris (615), plusieurs conciles de Tolède, notamment celui de 633, ceux de Reims (625), de Chalon-sur-Saône (650) ont tous promulgué des dispositions de ce genre : de très nombreux autres accordèrent des privilèges spéciaux à ceux qui vivaient dans les domaines ecclésiastiques.

Cette évolution vers un adoucissement du sort de l'esclave se trouva, en outre, favorisée par la transformation profonde que subit alors la société. La décadence des villes fit disparaître ces énormes troupes serviles qui entouraient les grands du monde antique ; la décomposition de la propriété en terres plus petites amena l'esclave paysan à une relative indépendance, en tout cas à une stabilité plus grande sur la terre qu'il cultivait. Le passage de l'ESCLAVE au SERF qui s'opéra exactement entre le V^e et le VIII^e siècle, préparait les futures libérations.

Ces libérations, l'Eglise, sans en faire un principe, y invitait. Déjà, aux III^e et IV^e siècles, maints des chrétiens riches avaient affranchi leurs esclaves. Les évêques et les monastères des Temps Barbares suivirent plusieurs fois ces exemples : saint Rémy à Reims, saint Bertrand au Mans, saint Eloi à Noyon procédèrent à des affranchissements importants, surtout à l'occasion de la fête de Pâques. Un concile de Bourgogne conseilla aux chrétiens propriétaires de nombreux esclaves d'en offrir chaque année « la dime à Dieu ».

L'organisation économique de la société, faite de machines, ne permettait guère d'aller plus loin : du moins le chemin était-il indiqué où, vers le X^e siècle, on verra l'Eglise s'engager à fond.

LOISIRS CULTURELS C.F.T.C.

Délégation régionale
parisienne

La section des Loisirs Culturels de l'Union Régionale Parisienne C.F.T.C. commence sa troisième année d'existence. Elle compte de nombreux adhérents dans certains secteurs et mériterait d'en compter encore plus. Voici le tableau des programmes culturels au cours de la saison d'hiver 1956-1957 :

I. — ENFANTS (de 8 à 16 ans)

« MUSIGRAINS », concerts symphoniques éducatifs au Théâtre des Champs-Élysées ;

DURÉE DU CYCLE : Six séances de novembre à avril, les jeudis (à 13 h. 45) 15 novembre, 13 décembre, 17 janvier, 14 février, 14 mars et 11 avril ;

INSCRIPTIONS : Jusqu'au 15 octobre ; 25 % de réduction sur tarif normal.

II. — JEUNES (de 15 à 30 ans)

Section C.F.T.C. des « Jeunes Musicales de France ».

DURÉE DU CYCLE : D'octobre à juin. Concerts, théâtre, cinéma, Opéra, Opéra-Comique, Comédie-Française, etc.

III. — ADULTES

Section C.F.T.C. « Amis des Loisirs Culturels ».

— Théâtre National Populaire ;

— Vieux-Colombier.

AVANT-PRÉMIÈRES.

Places réservées à prix réduits. Connaissance du Monde : voyages d'art, merveilles du monde, explorations, aventures.

Prix réduits. Fauteuils réservés.

IV. — POUR TOUS ET TOUTES

Des projets de détente au grand air, « Soleil et Neige » (de 2 à 8 jours), pour Noël et le premier trimestre 1957, grâce à la collaboration technique et éprouvée de la Fédération Française du Tourisme Populaire, 155, boulevard Haussmann, Paris (8^e) (Ely. 63-91 ou 09-48).

De grandes facilités sont également offertes pour procurer — avec une importante réduction — toute une gamme de disques des meilleures marques, radio-combines, électrophones.

Tous renseignements à la Librairie C.F.T.C., 26, rue de Montholon, qui envisage de créer, à partir du 1^{er} octobre, un SERVICE SPECIAL « Loisirs Culturels » dont le succès dépend de l'intérêt qu'on lui portera.

FAUX PRÉTEXTES

(Suite de la première page.)

saît sur un accroissement de production du même ordre. La situation actuelle n'est pas moins favorable. Ne serait-ce pas tout simplement que MM. PINAY, EDGAR FAURE, etc., ne sont plus au Gouvernement.

Ainsi, contrairement à l'opinion générale, modelée par la grande presse, nous ne croyons pas que les données techniques susceptibles de provoquer une inflation soient réalisées.

De toute évidence, cette hausse des prix est d'origine spéculative ; elle s'inscrit dans la stratégie constante des puissances réactionnaires qui tendent à déconsidérer l'actuel Gouvernement socialiste pour avoir sa peau comme elles ont eu en son temps celle de Mendès-France, coupable d'avoir, en des rendez-vous successifs et malgré le C.N.P.F., majoré les salaires minima de 26 %.

Il appartient au Gouvernement actuel de briser cette spéculation — et il peut le faire — malgré le jérémiades de MM. Villiers et Gingembre. Faute de

quoi, la C.F.T.C. se verrait dans l'obligation d'user des moyens traditionnels pour obtenir que justice soit rendue aux travailleurs.

A. BAPAUME.

UN COMMUNIQUÉ DE LA C.F.T.C. sur le conflit de la Boulangerie

Le Bureau Confédéral de la C.F.T.C., informé de la décision des patrons boulangers d'augmenter le prix du pain :

— Se montre soucieux de la situation des ouvriers boulangers, qui doit s'améliorer constamment, notamment en fonction des progrès techniques réalisés dans leur profession ;

— Se prononce pour une étude sérieuse de la situation réelle des boulangeries, compte tenu de leurs activités et de l'évolution des conditions dans lesquelles elles s'exercent ;

— Dénonce, comme une cause d'accroissement des prix de revient, le développement du système des gérances ;

— S'oppose à l'accroissement du prix du pain et demande au Gouvernement de faire appliquer strictement la réglementation en vigueur en matière de prix du pain.

Situation des jeunes travailleurs rappelés

Des septembre 1955, le Bureau Confédéral et la Commission Confédérale des Jeunes de la C.F.T.C. ont entrepris des démarches pour sauvegarder les intérêts des salariés maintenus ou rappelés. CADRES ET PROFESSIONS s'en est fait l'écho dans son dernier numéro.

Ces interventions confédérales sont d'un ordre général. D'autres résultats ont été recherchés dans le cadre de chaque profession pour obtenir la généralisation, par voie d'accords paritaires, de dispositions déjà acquises dans certaines entreprises. A titre documentaire, nous donnons ci-dessous quelques exemples de ce qui se fait :

A LA S.N.E.C.M.A.

Au départ, un demi-mois de salaire.

Mensuellement, indemnité de : 2.000 francs pour un célibataire ; 4.000 francs pour un marié sans enfant ; 6.000 francs pour un marié avec enfants.

CHEZ THOMSON-HOUSTON

(Asnières-Gennevilliers)

Au départ : 15 jours de salaire. Mensuellement : 10 % du salaire (base 40 heures, sans prime).

AUX CHANTIERS
DE L'ATLANTIQUE
(Saint-Nazaire)

— Indemnité au moment du rappel :

Mensuellement : 3.000 fr. pour le célibataire ; Pour les mariés : 3.000 fr. pour le rappelé ; 10.000 fr. pour l'épouse ; 5.000 fr. pour l'enfant à charge.

D'autre part, les droits aux congés payés des rappelés seront les mêmes que s'ils étaient présents aux chantiers pendant la durée de leur rappel.

Nous serions reconnaissants à nos collègues de nous faire connaître toute réalisation obtenue dans leurs entreprises en faveur des rappelés afin de permettre à la C.F.T.C. de poursuivre, avec un maximum d'éléments, ses interventions sur le plan général.

CARNET

Mariage

Nous avons le plaisir d'annoncer le mariage de Mlle Monique Lefèvre, fille de notre camarade Roland Lefèvre, secrétaire du Conseil de notre Syndicat de la Région Parisienne et trésorier de l'U.R.P., avec M. Jacques Taliban. Ils ont reçu la bénédiction nuptiale le 4 août en l'église Notre-Dame-de-la-Croix de Ménilmontant.

Nous offrons avec joie nos vœux de bonheur aux nouveaux époux et adressons nos félicitations à notre ami Lefèvre.

Nécrologie

Nous avons appris avec peine le décès de M^r Cade, ancien Bâtonnier du Barreau de Nîmes, à l'âge de 86 ans, survenu le 28 juillet dernier.

M^r Cade était le père de notre ami Jean Cade, membre du Conseil Economique et de notre Conseil Fédéral.

Nous partageons la peine de notre ami et l'assurons de toute notre sympathie chrétienne.

Un service religieux a été célébré le 19 septembre en l'église Saint-Philippe-du-Roule à Paris, à la mémoire de Mlle Bernadette Faure, directrice de l'Union des Industries métallurgiques et minières.

Disparue en mer à Ouessant le 29 juillet, Mlle Faure était bien connue de tous ceux qui s'occupent du régime de retraite des Cadres, à la création duquel elle a pris une part importante et auquel elle n'a cessé depuis d'apporter sa collaboration éclairée.

Nous adressons à sa famille et aux dirigeants de l'U.I.M.M. nos condoléances chrétiennes.

NICE HOTEL-PENSION
GILBERT

14, rue Portinax
PLEIN CENTRE TOUT CONFORT
Prix très modérés Etoile

Le Gérant : A. BAPAUME

Impr. spéciale de Cadres et Profession
5, rue du Corvet, Le Mans. — 36.358

Recensement des activités professionnelles

L'Institut national de la statistique a publié un tableau de répartition des activités professionnelles, telles qu'elles résultent du recensement de 1954.

POPULATION ACTIVE

Le total s'élève à 19.220.000 (employeurs et salariés) dont 6.682.000 femmes.

Dans ce total, les agriculteurs entrent pour 3.984.500, les salariés agricoles pour 1.153.300, les patrons de l'industrie et les commerçants pour 2.300.000 (dont 858.000 femmes), les professions libérales ou cadres supérieurs pour 557.000, les cadres moyens pour 1.144.000, les employés pour 2.081.000. Les travailleurs manuels figurent pour 6.454.000 et le personnel de maison pour 1.008.000.

SERVICES PUBLICS

Le total : agents de la fonction publique et services publics nationalisés, représente 2.846.000 agents (dont 779.000 femmes).

SECTEUR PUBLIC ET SECTEUR PRIVÉ

Les 557.000 cadres comprennent en particulier 179.000 agents de l'Etat ou des collectivités locales ; dans ce total les professeurs rentrent pour 59.000 (36.000 hommes, 23.000 femmes).

Parmi les cadres moyens (1.144.000), on relève 417.000 fonctionnaires de l'Etat ou des collectivités locales, dont 270.000 membres de l'enseignement primaire ou des services médico-sociaux (91.000 hommes, 172.000 femmes).

Le reste — 147.000 — est constitué par les cadres moyens, catégorie B, de la fonction publique.

Dans le groupe employé, on compte 433.000 agents de la fonction publique, 408.000 dans le groupe ouvrier et 63.000 dans celui des personnels de service.

LES POSTES LES PLUS IMPORTANTES SONT :

Les Chemins de fer, 443.000 agents (dont 40.000 femmes).

L'Enseignement, 306.000 agents (dont 181.000 femmes).

La Défense nationale, 275.000 agents (dont 28.000 femmes).

Les Services ministériels, préfectures et administration générale, 263.000 agents (dont 76.000 femmes).

Les Charbonnages, 262.000 agents (dont 5.000 femmes).

Les Transmissions (P. T. T.), 233.000 (dont 96.000 femmes).

La Santé, 181.000 agents (dont 124.000 femmes).

Les Finances, 107.000 agents (dont 46.000 femmes).

Les Travaux publics, 103.000 agents (dont 7.000 femmes).

AVIS de CONCOURS

Un concours public pour le recrutement de trente ingénieurs des Travaux de Paris à la Préfecture de la Seine s'ouvrira le 6 novembre 1956. Inscription du 17 septembre au 6 octobre 1956 inclusivement.

Programme du concours et tous renseignements : Hôtel de Ville.

Bureau des personnels technique et ouvrier, 4^e étage, porte 424.